



Assemblée générale

Distr. générale
12 décembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 146 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

Rapport du Secrétaire général

Additif

On trouvera dans le présent additif des informations sur les produits prévus et exécutés renvoyant à la section II du document A/67/635.



Table des matières

	<i>Page</i>
II. Exécution du budget	5
A. Département des opérations de maintien de la paix	5
B. Département de l'appui aux missions	37
C. Département de la gestion	55
D. Bureau des services de contrôle interne	77
E. Cabinet du Secrétaire général.	79
F. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	80
G. Bureau de la déontologie	81
H. Bureau des affaires juridiques	82
I. Département de l'information	85
J. Département de la sûreté et de la sécurité.	88
K. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	91

Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BNUB	Bureau des Nations Unies au Burundi
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies (Italie)
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

SIG	Systeme intégré de gestion
TIC	Technologies de l'information et des communications
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

II. Exécution du budget*

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Coprésidence de 3 réunions du Groupe de la paix et de la sécurité et de 4 réunions des sous-groupes, et fourniture de conseils et d'orientations, s'il y a lieu	6 réunions du Groupe; 4 réunions des sous- groupes	Le Groupe de la paix et de la sécurité a intensifié ses activités en 2011/12 au moment du lancement du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et de la mise en œuvre des recommandations formulées dans l'examen de 2010 du Mécanisme de coordination régionale. En tant que Coprésident, le Bureau a fourni des conseils et des orientations au Groupe sur les modalités de mise en œuvre de ces recommandations. Un nouveau sous-groupe, Préparation aux situations d'urgence et organisation des secours, a été créé en 2011.
Appui au Mécanisme de coordination régionale africain pour l'organisation de ses réunions, notamment de réunions préparatoires destinées à examiner dans quelle mesure les sous-groupes du Groupe de la paix et de la sécurité se sont conformés aux décisions du Mécanisme	Oui	Le Bureau a aidé le Mécanisme à organiser ses 6 réunions et y a participé activement. Des réunions préparatoires se sont tenues pour tous les sous-groupes afin d'examiner s'ils se sont conformés aux décisions du Mécanisme.
Aide à l'organisation de la réunion annuelle du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	Oui	Le Bureau a fourni un appui technique et logistique lors de la réunion annuelle du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui s'est tenue le 12 juin 2012.
Aide à l'organisation des réunions hebdomadaires du groupe des partenaires de l'Union africaine et des réunions mensuelles de coordination au niveau des ambassadeurs	Oui	Le Bureau a aidé à organiser les 3 réunions mensuelles du groupe des partenaires de l'Union africaine, ainsi que les réunions périodiques et spéciales de coordination au niveau des ambassadeurs (38 au total), et y a participé activement.

* Pour les indicateurs de succès prévus et exécutés, voir A/67/635.

Aide quotidienne au renforcement des capacités de l'Union africaine dans les domaines de la médiation, des bons offices et de la prévention des conflits, ainsi qu'à la coordination et à la gestion des bases de données du Service de la démocratie et de l'assistance électorale de l'Union africaine, y compris à l'intégration dans la base de données sur l'assistance électorale de 120 experts relevant des 3 catégories définies

4 séminaires et ateliers sur les programmes de l'Union africaine relatifs à la médiation, aux élections et aux frontières

Appui continu au renforcement des capacités de l'Union africaine et des communautés économiques régionales par la mise au point d'indicateurs communs pour l'alerte rapide et la communication d'informations, selon les besoins, sur les mesures prises par l'ONU en matière de diplomatie préventive

Aide à l'organisation de 2 réunions de l'équipe spéciale conjointe ONU-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité

Oui Une aide quotidienne au renforcement des capacités a été fournie dans les domaines de la médiation, des bons offices, de la prévention des conflits et des élections. Dans le cadre du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine, le Bureau aide également l'Union africaine à mettre en œuvre des plans de travail communs visant à renforcer son mécanisme de paix et de sécurité dans ces domaines, notamment à coordonner et à gérer les bases de données de son service de la démocratie et de l'assistance électorale. La base de données sur l'assistance électorale de l'Union africaine, qui recense 1 411 experts relevant de 5 catégories [assistance technique, observation électorale, direction des missions, instances chargées des élections et organisations non gouvernementales (ONG)] a été créée et est opérationnelle.

7 5 ateliers sur la médiation; 1 séminaire à l'intention des envoyés spéciaux de l'Union africaine; 2 séminaires sur la médiation organisés par l'Union africaine; 1 atelier sur la coordination régionale à l'intention du Groupe des sages; 1 séminaire à l'intention du Groupe des sages

1 atelier relatif aux élections : formation à l'observation des élections en Afrique du Nord

1 atelier sur le programme de l'Union africaine relatif aux frontières

Le produit a été supérieur aux prévisions pour satisfaire des demandes d'assistance supplémentaires de l'Union africaine.

Oui Le Bureau a aidé l'Union africaine à élaborer et mettre au point son cadre de prévention des conflits sur le continent, qui vise à harmoniser les mesures de prévention des conflits et d'alerte rapide prises par l'Union africaine et les communautés économiques régionales ou les mécanismes régionaux. Les réunions semestrielles entre homologues y ont aussi contribué.

2 Le Bureau a contribué à la préparation, à l'organisation et au suivi de ces réunions semestrielles. Suite à la proposition du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix d'entretenir un dialogue

régulier sur les questions de paix et de sécurité présentant un intérêt pour les deux organisations, 2 visioconférences ont également eu lieu.

Réalisation escomptée 1.2 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils réguliers, notamment sur les pratiques de référence de l'ONU et les enseignements tirés de son expérience, en préparation d'ateliers consacrés à l'élaboration du concept et des stratégies qui régissent la Force africaine en attente	Oui	Les membres du personnel technique du Bureau entretiennent des rapports quotidiens avec leurs homologues de l'Union africaine, notamment dans le cadre de rencontres en tête-à-tête, de consultations et de réunions mensuelles, et ont veillé à ce que les pratiques de référence de l'ONU soient prises en compte lors de l'élaboration de tous les documents de politique générale nécessaires et de l'organisation des ateliers organisés par l'Union africaine.
Appui continu, y compris par des conseils, au renforcement des capacités de l'Union africaine dans les domaines du maintien de la paix et du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, notamment par l'élaboration de politiques, et à l'évaluation de ses besoins en matière de formation (en particulier pour l'élaboration de la doctrine et la mise sur pied de la Force africaine en attente)	Oui	Le Bureau a rencontré les coordonnateurs de l'Union africaine deux fois par semaine pour les conseiller et les aider sur les questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration; 1 atelier a été organisé avec les coordonnateurs de ces questions au sein des mécanismes de coordination régionale ou des communautés économiques régionales afin d'élaborer le plan du programme triennal de renforcement des capacités de l'Union africaine en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, financé par la Banque mondiale; les coordonnateurs de l'Union africaine pour les questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont reçu une formation en Norvège; et des missions d'évaluation des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont été réalisées au Soudan du Sud et en République centrafricaine. La Commission de l'Union africaine a approuvé un document de réflexion et un plan de mise en œuvre en vue de l'évaluation des besoins en formation de la Force africaine en attente.
Appui continu au renforcement des capacités de l'Union africaine en matière de promotion de normes de formation communes à l'Union africaine et aux communautés économiques régionales	Oui	Le Bureau a aidé l'Union africaine, les commissions économiques régionales et les mécanismes de coordination régionale à préparer et réaliser conjointement des exercices de soutien à la paix et des stages de formation

<p>En collaboration avec la Commission de l'Union africaine et sur demande, informations et conseils fournis régulièrement aux communautés économiques régionales et aux mécanismes de coordination régionale sur l'élaboration et l'harmonisation, au niveau régional, de l'architecture africaine de paix et de sécurité et de la Force africaine en attente</p>	<p>pour la Force africaine en attente, en veillant à ce que les normes de l'Union africaine et les pratiques de référence de l'ONU soient intégrées à la formation et aux exercices menés au niveau régional.</p>
<p>Contribution technique à l'élaboration d'une évaluation conjointe portant sur la réforme du secteur de la sécurité dans les pays et appui administratif à 2 réunions organisées par l'Union africaine et l'ONU sur la réforme du secteur de la sécurité</p>	<p>Oui Le Bureau a aidé la Force en attente de la CEDEAO, qui fait partie intégrante de la Force africaine en attente, dans le cadre de l'exercice de poste de commandement qu'elle a mené fin 2011; conseillé la CEDEAO sur l'organisation de son projet de déploiement au Mali; aidé la Force d'attente de la CEDEAO à aligner ses moyens logistiques et sa politique d'appui aux missions sur la politique de la Force africaine en attente; conseillé la Commission de l'Union africaine sur l'élaboration et l'harmonisation des concepts et politiques régissant la lutte antimines; collaboré avec le mécanisme de coordination de la Force en attente de l'Afrique de l'Est pour moderniser le fichier de candidats de la Force africaine en attente et les procédures correspondantes.</p>
<p>Aide à l'organisation d'un atelier de formation organisé par la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine</p>	<p>Oui Une contribution technique a été apportée à l'élaboration du document conjoint sur la stratégie du Soudan du Sud en matière de sécurité; des conseils techniques ont été fournis en vue de la formation du Parlement panafricain à la réforme du secteur de la sécurité. Une seule réunion sur les 2 prévues a eu lieu, l'Union africaine ayant modifié sa demande d'assistance après avoir revu ses besoins.</p>
<p>Aide à l'organisation de 2 stages de formation à la direction des missions organisés par l'Union africaine et d'autres stages, sur demande</p>	<p>Oui Le Bureau a aidé à organiser le cinquième atelier de formation annuel de la Force africaine en attente.</p> <p>Non Les 2 stages de formation à la direction des missions prévus par l'Union africaine ont été reportés, dans l'attente d'une évaluation des programmes s'appuyant sur les enseignements tirés de l'exercice d'évaluation Amani Africa I et des missions en cours de l'Union africaine. Cette évaluation a eu lieu en juin 2012 et le prochain stage de formation à la direction des missions organisé par l'Union africaine aura lieu en septembre 2012. Parallèlement, le Bureau a aidé à organiser 3 stages de planification qui se sont tenus dans les centres régionaux de formation au maintien de la paix, ainsi que 2 stages de formation initiale destinés</p>

- Conseils et avis techniques fournis quotidiennement à l'Union africaine sur des questions liées à la préparation, à la gestion et au fonctionnement de l'AMISOM
- aux membres du personnel de l'AMISOM, qui ont eu lieu à la Commission de l'Union africaine.
- Oui Les responsables du Bureau chargés de la préparation ont fourni tous les jours des conseils et un appui techniques à la Division des opérations d'appui à la paix dans les domaines suivants : planification militaire, logistique militaire, constitution des forces, planification des moyens médicaux militaires, préparation des forces de police et organisation de la sécurité pour l'AMISOM. Il l'a aussi aidée à évaluer la structure de la composante civile, recruter du personnel et déployer le nouveau quartier général des forces de l'AMISOM et élaborer, pour le compte de l'Union africaine, une politique de gestion des immobilisations corporelles des missions. Enfin, il l'a conseillée dans les domaines de l'information, des communications et des technologies.
- Élaboration ou actualisation, pour le compte de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine, de 16 documents de planification de base sur les concepts d'opérations, les directives stratégiques et les plans d'urgence, et de 26 documents de planification techniques portant sur des aspects précis du mandat de l'AMISOM
- 13 documents de base
- 11 documents techniques
- 15 consultations avec des pays qui fournissent déjà ou pourraient fournir des contingents ou des effectifs de police, ainsi qu'avec des donateurs, le but étant qu'ils contribuent à la constitution des forces militaires et de police de l'Union africaine et à la mobilisation de ressources pour l'AMISOM
- 18 Consultations avec les autorités nationales militaires et de police et les ambassades, participation à des négociations sur des lettres d'accord en vue de la constitution de forces et la mobilisation de ressources pour l'AMISOM et discussions avec des pays fournisseurs de contingents pendant les réunions du Comité de coordination des opérations militaires de l'AMISOM. Du fait de l'expansion de

Participation à 10 visites et inspections préalables au déploiement pour l'AMISOM, afin de faciliter les préparatifs	7 Participation aux 7 visites de l'Union africaine préalables au déploiement qui ont eu lieu en 2011/12. Du fait du renforcement des capacités de la Commission de l'Union africaine, le Bureau a eu de moins en moins besoin de participer aux visites préalables au déploiement, notamment lorsqu'il s'est agi de relèves de routine.
--	---

Réalisation escomptée 1.3 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de l'inventaire physique de 100 % des biens déployés au Bureau pour vérifier l'exactitude de la comptabilité matières	98,6 %	des actifs du Bureau ont fait l'objet d'un inventaire physique. Deux articles n'ont pas pu être inspectés : l'un est en cours de transfert au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et l'autre est une imprimante qui a disparu pendant son transfert à la MINUAD; une enquête est en cours.
Mise à la disposition du personnel du Bureau d'un cadre de travail sûr	Oui	Toutes les mesures d'atténuation respectant les normes minimales de sécurité opérationnelle ont été appliquées pour mettre en place un cadre de travail sûr.
Approvisionnement sous contrat de 90 000 litres de carburant et de lubrifiants afin de faire fonctionner 34 véhicules appartenant à l'ONU, dont 2 véhicules blindés	96 000	Les 34 véhicules du Bureau ont utilisé 96 000 litres de carburant. Les 6 000 litres supplémentaires ont servi au fonctionnement de 2 groupes électrogènes de secours de 2 x 150 kVa nécessités par de fréquentes coupures d'électricité.
Fourniture et entretien de matériel et de fournitures destinés à un effectif moyen de 57 personnes	Oui	62 fonctionnaires recrutés sur le plan international et national ont reçu les fournitures nécessaires pour pouvoir travailler de manière efficace et efficiente, ainsi que des fournitures et du matériel d'entretien pour les bureaux et les infrastructures.
Exploitation d'un service de navette permettant, 7 jours par semaine, à 24 membres du personnel de l'ONU (en moyenne) de faire chaque jour l'aller retour entre leur logement et le Bureau	Oui	Le Bureau a fourni à 73 membres du personnel un service de navette quotidien entre leur logement et le Bureau.
Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour le Bureau et ses composantes	Oui	Une agence de sécurité recommandée par l'ONU a assuré des services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour le Bureau et ses composantes.

Formation initiale en matière de sécurité et de sécurité incendie (avec exercices d'évacuation) pour tous les nouveaux membres du personnel et les personnes à leur charge, en liaison avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Département de la sûreté et de la sécurité

Oui Une formation initiale en matière de sécurité et de sécurité incendie (avec exercices d'évacuation) a été dispensée à tous les nouveaux membres du personnel et aux personnes à leur charge, en liaison avec la CEA et le Département de la sûreté et de la sécurité, et un dossier d'information leur a été distribué.

Formulation de directives sur la sécurité des logements conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile et évaluation des logements pour un effectif pleinement déployé de 84 fonctionnaires recrutés sur le plan international et personnes à leur charge

Oui Des directives sur le respect des normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile ont été fournies à un total de 39 fonctionnaires recrutés sur le plan international et de 96 personnes à leur charge, et leurs logements ont fait l'objet d'une évaluation.

Établissement de bons rapports avec les responsables nationaux de la sécurité concernés, afin d'obtenir la meilleure protection possible pour les fonctionnaires employés par le Bureau, ainsi que pour les personnes reconnues à leur charge et pour leurs biens

Oui L'unité de sécurité a organisé des réunions régulières avec la police locale pour échanger des informations et discuter des dispositifs et de l'appui en matière de sécurité quand cela a été nécessaire. Pour faciliter les relations, un guichet de police a été installé à côté du Bureau. Le Département de la sûreté et de la sécurité et le Service de la sécurité et de la sûreté de la CEA ont également contribué à entretenir ces relations, au service de l'ensemble de l'ONU, en travaillant en étroite liaison avec les autorités chargées de la sécurité nationale.

Établissement, suivi et actualisation des plans de sécurité et d'urgence du Bureau et des listes de ses employés et des personnes reconnues à leur charge, et contribution à l'élaboration du plan de sécurité du pays, les plans de déplacement ou d'évacuation en lieu sûr devant aussi être à jour, réalistes et réalisables

Oui Suivi et actualisation des plans de sécurité et d'urgence du Bureau et des listes de ses employés et des personnes reconnues à leur charge

b) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
35 séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur l'évolution des opérations de	38	Séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants (comme le Comité spécial

maintien de la paix et les questions stratégiques et politiques intéressant tous les aspects des opérations de maintien de la paix

270 réunions et séances d'information sur tous les aspects des opérations de maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact

3 réunions d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques de sécurité nouvelles ou en cours d'élaboration et la sûreté dans les missions

Points de presse trimestriels tenus par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix ou le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions sur les principales questions de maintien de la paix, et 100 entretiens avec les médias, consacrés notamment à des sujets propres aux différentes missions, à la déontologie et à la discipline et à des questions militaires, de police et de sécurité

150 activités de vulgarisation, telles que des conférences, des expositions et des réunions d'information, sur les activités de maintien de la paix des Nations Unies

des opérations de maintien de la paix ou le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires)

Le nombre de séances d'information a été plus élevé que prévu pour satisfaire des demandes supplémentaires émanant de l'Assemblée générale et des organes délibérants.

259 Réunions et séances d'information sur tous les aspects du maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact

2 Séances d'information du Centre de situation à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les centres d'opérations civilo-militaires, les cellules d'analyse conjointes de la Mission et sur la gestion des crises

Oui 1 séance d'information commune en 3 parties pendant le volet informel de la réunion du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur : la gestion des risques en matière de sécurité, la vérification des antécédents du personnel chargé de la sécurité et l'élaboration de programmes de sûreté sur le terrain

4 Points de presse trimestriels sur des questions relatives au maintien de la paix

150 Entretiens avec différents organes de presse, dont : Al Jazeera, Al Arabiya, la BBC, le *New York Times*, Radio France International, le *Washington Post* et les principales agences de presse. Le nombre de rencontres est plus élevé que prévu compte tenu d'événements tels que la crise dans l'État du Jongleï (Soudan du Sud), les interventions de l'ONU en Libye, la création de la MISNUS ou encore pour évoquer la question de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

168 Activités de vulgarisation et réunions d'information et 2 expositions multimédias à l'intention des responsables politiques, des experts, des universitaires, des militaires, de la société civile et des ONG

Le nombre d'activités de vulgarisation a été légèrement supérieur aux prévisions pour satisfaire les demandes et invitations supplémentaires émanant de partenaires extérieurs.

Notifications officielles aux pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police lorsque des militaires ou des policiers des Nations Unies en poste dans 12 opérations de maintien de la paix ou déployés dans le cadre de l'appui à l'AMISOM sont blessés ou tués	Oui	117 notifications de décès
35 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police sur le déroulement de 12 opérations de maintien de la paix et des activités menées dans le cadre de l'appui apporté à l'AMISOM	38	Réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police sur le déroulement et l'évolution des opérations de maintien de la paix et des activités du Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
17 tournées effectuées dans des opérations de maintien de la paix pour examiner les progrès accomplis et donner des directives aux responsables des missions sur les questions liées à l'exécution du mandat de celles-ci	13	Tournées ont été effectuées. Le nombre a été inférieur aux prévisions compte tenu du changement de Secrétaire général adjoint (en conséquence, moins de voyages ont été organisés pendant les derniers mois de service de l'ancien Secrétaire général adjoint et les premiers mois de service de son successeur), de la crise en République arabe syrienne et de la création de la MISNUS, qui ont exigé la présence du Secrétaire général adjoint au Siège.
Directives et modèles actualisés concernant les contrats de mission, à l'intention de tous les chefs de mission et de leurs adjoints	Oui	Les directives et un modèle portant sur les contrats 2012 et les évaluations 2011 ont été mis à jour et distribués aux représentants spéciaux du Secrétaire général, aux chefs de mission et à leurs adjoints dans toutes les missions.
Conférence annuelle des chefs de mission réunissant tous les représentants spéciaux du Secrétaire général et les chefs de mission des opérations menées par le Département des opérations de maintien de la paix	Oui	La conférence 2012 des chefs de mission du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions s'est tenue après le huitième séminaire destiné aux représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
10 projets d'amélioration des modes de fonctionnement menés à bien au moyen de la méthode Lean Six Sigma	Non	À la suite d'un problème contractuel avec le prestataire choisi pour la fourniture des services de renforcement des capacités dans le domaine de l'amélioration des modes de fonctionnement au moyen de la méthode Lean Six Sigma, les projets n'ont pas pu être terminés au cours de l'exercice. Néanmoins, 4 projets d'amélioration

	des modes de fonctionnement ont débuté en cours d'exercice avec les capacités existantes : 1 examen des demandes d'indemnisation pour décès ou invalidité; 1 examen des modes de fonctionnement du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda), 1 examen du processus de recrutement du personnel détaché et 1 examen du processus budgétaire.
Intranet des opérations de paix mis à niveau (adoption d'une construction modulaire de gestion des contenus, gestion des rôles et des autorisations, rapports détaillés sur les statistiques concernant les utilisateurs, création d'une version française et ajout d'une galerie photo)	Oui L'intranet des opérations de paix a été mis à niveau comme prévu.
1 guide de l'utilisateur et 1 programme de formation visant à faciliter l'administration de la phase 3 du système de gestion stratégique dans toutes les opérations de maintien de la paix	Oui Un guide utilisateur et un programme de formation ont été élaborés.
20 contributions concernant le volet maintien de la paix des politiques et procédures de sécurité établies par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	<p>Oui 26 contributions aux politiques et procédures ont été établies par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité à ses quinzième et seizième sessions et à 2 réunions de son groupe directeur.</p> <p>Depuis plusieurs années, le nombre de contributions apportées au Réseau s'établit en moyenne à 20. Au cours de l'exercice considéré, le Réseau a revu les politiques de l'ancien Manuel de sécurité des Nations Unies et les a intégrées dans un nouveau manuel des politiques de sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, d'où un plus grand nombre de contributions.</p>
Procédure normalisée de gestion des risques de sécurité destinée aux composantes de sécurité civile, militaire et de police du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, applicable à 12 opérations de maintien de la paix	Oui La procédure normalisée de gestion des risques de sécurité destinée à toutes les opérations de maintien de la paix dotées d'unités de police constituées ou de contingents a été adoptée. Cette procédure vient en complément de la politique normalisée de gestion des risques du système de gestion de la sécurité des Nations Unies qui s'applique à tout le personnel civil, policier et militaire déployé.
3 documents d'orientation relatifs à la sûreté sur le terrain (politique relative à la sûreté sur le terrain, directives relatives à la gestion de la sûreté sur le terrain et normes relatives à la sûreté sur le terrain)	Non 3 documents d'orientation relatifs à la sûreté sur le terrain ont été élaborés sur les thèmes suivants : politique, fonctions des coordonnateurs et instructions permanentes. Ils ont été approuvés le 12 novembre 2012 par les hauts responsables du Département des

<p>Programmes de sûreté sur le terrain évalués par 12 opérations de maintien de la paix, la Base de soutien logistique des Nations Unies et le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM</p>	<p>opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du Département des affaires politiques.</p>
<p>2 méthodes permettant d'évaluer le respect des normes de sûreté sur le terrain et l'efficacité des plans de continuité des opérations, établies pour 12 opérations de maintien de la paix</p>	<p>Oui Les services du Siège ont évalué les programmes de sûreté sur le terrain de 12 opérations de maintien de la paix, de la Base de soutien logistique des Nations Unies et du Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM (juin 2012).</p>
<p>Directives relatives à l'établissement de stratégies de communication générales ou spécifiques, établies en collaboration avec le Département de l'information</p>	<p>Oui 1 liste récapitulative sur l'évaluation du respect des normes et des directives en matière de sûreté sur le terrain et 1 liste récapitulative sur l'évaluation de l'efficacité des plans de continuité des opérations ont été établies.</p>
<p>Visites d'évaluation technique menées en collaboration avec le Département de l'information dans 4 opérations de maintien de la paix qui font l'objet de réaménagements importants et rencontrent des problèmes particuliers en matière d'information</p>	<p>Non Compte tenu de la réaffectation des capacités civiles à la crise dans l'État du Jongleï (Soudan du Sud) et de la création d'une nouvelle mission en République arabe syrienne, les directives devraient être prêtes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012/13.</p>
<p>Atelier annuel organisé en collaboration avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions à l'intention des chefs des bureaux de l'information ou des spécialistes de l'information (hors classe) de toutes les opérations de maintien de la paix dans le but d'examiner les stratégies de communication et les obstacles qui s'opposent à leur mise en œuvre</p>	<p>2 Visites d'évaluation techniques ont été effectuées à la MINUL et à la MINUSTAH. Les missions choisies ont fait l'objet de réaménagements importants et ont rencontré des problèmes particuliers en matière d'information. Pour des raisons de conflit de priorités et de calendrier, 2 des 4 visites (MONUSCO et ONUCI) ont dû être reportées à juillet 2012.</p>
<p>Notes d'orientation sur les communications, en réponse à toutes les crises touchant les opérations de maintien de la paix</p>	<p>Oui L'atelier a été organisé à Entebbe à l'intention de représentants de 10 missions de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUL, MONUSCO, ONUCI, MINUAD, MINUSS, MINUK, UNFICYP, FINUL et MINUT). Toutes les missions étaient invitées mais seulement 10 ont envoyé des représentants.</p>
	<p>Non Compte tenu de la réaffectation des capacités civiles à la crise dans l'État du Jongleï (Soudan du Sud) et de la création d'une nouvelle mission en République arabe syrienne, les directives devraient être prêtes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013/14.</p>

2 visites des médias organisées dans 2 opérations de maintien de la paix pour faire mieux connaître la stratégie globale d'appui aux missions et le rôle de l'appui dans l'exécution des mandats

Activité maintenue 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 afin de suivre l'évolution de la situation dans 12 opérations de maintien de la paix, au sein du Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM et dans des domaines connexes, et d'en rendre compte

1 atelier organisé à l'intention des chefs des centres d'opérations civilo-militaires et 1 autre à l'intention des chefs des cellules d'analyse conjointes des missions afin d'examiner les directives et les documents d'orientation intéressants et de repérer les lacunes en termes de connaissances et de compétences, qu'il s'agira de combler en offrant un encadrement et des stages de formation supplémentaires dans les centres d'opérations civilo-militaires et les cellules d'analyse conjointes et en y affectant du personnel

6 tournées organisées dans des missions pour examiner et suivre les progrès accomplis sur les questions liées aux politiques et aux directives en vigueur et en rendre compte aux chefs des centres d'opérations civilo-militaires et des cellules d'analyse conjointes

Non Toutes les campagnes d'information ont été consacrées à la communication au niveau du Siège, la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions ayant des incidences sur les méthodes de travail et les affectations du personnel au Siège. La Section des affaires publiques a élaboré 3 fiches d'information sur la stratégie globale d'appui aux missions, le Centre de services régional et le Centre de services mondial à l'intention des fonctionnaires et des États Membres. Aucune visite des médias n'est prévue à court ou moyen terme.

Oui L'activité a été maintenue 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Des mises à jour sur l'évolution des opérations pendant l'exercice considéré ont été présentées sous forme de 253 points de situation pour le Secrétaire général, de 146 séances d'information à l'intention des hauts responsables et de 126 bulletins ponctuels.

Oui Un atelier a été organisé à l'intention des chefs des centres d'opérations civilo-militaires et un autre à l'intention des chefs des cellules d'analyse conjointes des missions.

7 Tournées ont été effectuées dans des opérations de maintien de la paix (ONUCI (3 tournées), MINUSS, FISNUA, FINUL et FNUOD).

c) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
42 rapports du Secrétaire général sur des questions de fond pluridimensionnelles présentés au Conseil de sécurité	45	Rapports sur des questions de fond pluridimensionnelles. 3 évaluations spéciales ont été demandées par le Conseil de sécurité (sur la Côte d'Ivoire, le Liban et le Libéria).
35 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	52	Lettres. Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par une intensification des activités de gestion de crise et de coordination relatives à la République arabe syrienne.
120 notes consultatives pour des séances d'information et des échanges avec les États Membres et les autres partenaires du maintien de la paix et autres entités	151	Notes consultatives. Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par une intensification des activités due à la création de trois nouvelles missions (FISNUA, MINUSS et MISNUS), au conflit en République arabe syrienne, aux relations entre le Soudan du Sud et le Soudan et à la précarité de la situation politique et des conditions de sécurité en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire.
30 consultations organisées avec les pays qui fournissent des contingents et des forces de police pour les informer de l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans 12 opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM	32	Consultations
40 exposés oraux et 51 notes d'information hebdomadaires au Conseil de sécurité sur des questions liées au maintien de la paix, notamment l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans 12 missions de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM	61	Exposés oraux. Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par la création de 3 nouvelles missions (FISNUA, MINUSS et MISNUS), au conflit en République arabe syrienne, aux relations entre le Soudan du Sud et le Soudan et à la précarité de la situation politique et des conditions de sécurité en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire.
Exposés et consultations sur des questions de maintien de la paix, notamment sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans 12 missions de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM, en réponse à	51	Notes d'information hebdomadaires
	13	Exposés sur 12 opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM

toutes les demandes émanant de l'Assemblée générale, des missions permanentes auprès de l'ONU, des organismes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods, des organisations internationales et régionales s'occupant des questions de gouvernance et de sécurité et des organisations non gouvernementales

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Concepts d'opérations intégrés, conformes aux mandats du Conseil de sécurité, élaborés pour les nouvelles opérations et les opérations en cours qui exigent d'importants aménagements	4	Concepts d'opérations intégrés pour 3 missions de maintien de la paix (FISNUA, MINUSS et MISNUS)

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives intégrées relatives à des questions stratégiques, politiques et opérationnelles, communiquées à 12 opérations de maintien de la paix	Oui	Des directives ont été communiquées à toutes les missions de maintien de la paix, dont 196 communications officielles (par télégramme codé) donnant des conseils pratiques, politiques, opérationnels et relatifs à la gestion des crises, ainsi que des orientations sur les opérations à mener et les procédures à suivre pour accomplir des fonctions et des missions officielles.
Examens semestriels des progrès réalisés par rapport aux résultats prioritaires énoncés dans les cadres stratégiques intégrés de 9 opérations de maintien de la paix	7	Les examens semestriels des progrès réalisés par rapport aux résultats prioritaires énoncés dans les cadres stratégiques intégrés de 7 opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MONUSCO, MINUAD, MINUK, MINUL, ONUCI et MINUT) ont été effectués. Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la fermeture de la MINUS et le fait que la MINUSS, qui lui a succédé, n'existait que depuis un an et qu'un examen semestriel était donc prématuré.
10 évaluations stratégiques intégrées de missions réalisées pour examiner des questions telles que les concepts d'opérations, les modalités, les difficultés ou les possibilités d'exécution des mandats, et faire des recommandations	10	Évaluations stratégiques intégrées ont été réalisées pour 8 missions (MINUSTAH, MONUSCO (2), MINUAD, MINUK, MINUSS, MINUL, MINUT (2) et ONUCI).

<p>30 missions d'évaluation technique intégrée organisées pour fournir des directives générales et une assistance aux opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM sur les questions de planification et d'exécution des mandats</p>	<p>28 Missions d'évaluation technique intégrée ou portant sur une question précise ont été organisées dans 10 missions (MINUSTAH, MONUSCO, MINUAD, FNUOD, FINUL, MINUL, MINUSS, MINUT, ONUCI et MISNUS) et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM.</p>
<p>Directives révisées sur la préparation des missions intégrées publiées à la suite de l'examen périodique des directives de 2008/09</p>	<p>Non La révision des directives a pris du retard au cours de l'exercice considéré à cause d'un taux de rotation du personnel de 100 % et de retards pris dans le recrutement. La révision devrait être terminée au plus tard en décembre 2012</p>
<p>2 ateliers sur la préparation des missions intégrées organisés à l'intention de 40 membres du personnel des missions</p>	<p>Non Les ateliers n'ont pas pu être organisés au cours de l'exercice considéré à cause d'un taux de rotation du personnel de 100 % et de retards pris dans le recrutement. Un atelier a eu lieu en août 2012 pour 15 membres du personnel des missions.</p>
<p>1 atelier organisé à l'intention des chefs d'état-major et des chefs des composantes affaires politiques de 12 opérations de maintien de la paix, en collaboration avec le Bureau du Chef de cabinet</p>	<p>1 Atelier a été organisé à l'Institut international pour la paix, à New York, pour les chefs des composantes affaires politiques de 10 missions de maintien de la paix et des chefs d'état-major de 6 opérations de maintien de la paix (MINURSO, MINUSTAH, MONUSCO, MINUAD, UNFICYP, FINUL, MINUK, MINUSS, MINUT et ONUCI).</p>
<p>Rapport du Secrétaire général sur l'appui aux opérations de maintien de la paix de l'Union africaine autorisées par l'ONU, faisant part, entre autres, des incidences de l'action menée par l'ONU pour renforcer la capacité de l'Union africaine d'établir la Force africaine en attente et pour mener les opérations d'appui demandées par l'Union africaine</p>	<p>1 Le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité (S/2011/805) dresse le bilan de toutes les activités menées en collaboration dans le domaine de la paix et de la sécurité, tire les enseignements des partenariats en matière de maintien de la paix dans la région du Soudan/Darfour et en Somalie, et s'engage en faveur d'une coopération future renforcée.</p>

d) Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 visites à des États Membres et organisations régionales pour discuter de contributions aux opérations de maintien de la paix, du maintien de la paix robuste, de la protection des civils et de l'évolution des besoins opérationnels, ainsi que de la mise en œuvre de l'organisation en modules pour la constitution des forces conformément à la stratégie globale d'appui aux missions	13	Visites auprès d'organisations régionales et d'États Membres ou échanges avec ceux-ci ont eu lieu. Parmi les sujets abordés figurent la dissuasion et le recours à la force, l'aptitude opérationnelle, les capacités applicables à des mandats futurs, la protection des civils, le renforcement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix et les relations entre les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les organisations régionales. Le nombre de visites ou d'échanges supérieur aux prévisions s'explique par un volume plus important que prévu de demandes émanant d'organisations régionales, d'organes conventionnels et d'États Membres relatives à la tenue de consultations sur les composantes militaires d'opérations de maintien de la paix.
18 séances d'information organisées à la demande du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents, dans le but d'examiner des éléments nouveaux, des évolutions prévues, des situations de crise et des modifications des mandats des missions de maintien de la paix	12 formelles; 20 informelles	12 séances d'information formelles ont été organisées à l'intention du Conseil de sécurité et 20 consultations informelles ont été tenues avec les pays fournissant des contingents, portant sur des études des capacités militaires de terrain, l'examen des moyens des pays qui fournissent des contingents et l'évolution de la situation dans les opérations de maintien de la paix, y compris les interventions dans des situations d'urgence et les prorogations de mandat. Le nombre de séances d'information a été plus important que prévu en raison des demandes émanant des pays qui fournissent des contingents et compte tenu du projet « Horizons nouveaux », dont l'objectif est de renforcer la communication avec ces pays.
13 analyses stratégiques et rapports d'évaluation portant sur les aspects militaires des grands changements opérationnels survenant dans les opérations de maintien de la paix et les zones de conflit en évolution	16	Analyses stratégiques et rapports d'évaluation ont été élaborés sur les opérations de maintien de la paix faisant face à de grands changements, ainsi que sur les missions en situation de crise.

8 exposés devant le Conseil de sécurité sur les éléments militaires des rapports d'évaluation technique des opérations de maintien de la paix et sur l'appui à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)

Enquête auprès des pays fournisseurs de contingents ayant déployé des troupes dans de nouvelles opérations ou des opérations existantes modifiées sur leur rôle dans la planification des activités militaires de ces opérations

10 exposés au Comité d'état-major du Conseil de sécurité sur les aspects militaires des opérations de maintien de la paix

Les 3 analyses additionnelles par rapport aux prévisions ont porté sur la Libye et la Syrie.

10 Exposés, portant sur des études des capacités militaires de terrain et l'examen des moyens des pays qui fournissent des contingents, ont été fournis.

Le nombre d'exposés a été plus important que prévu parce que le Conseil a demandé que des exposés additionnels sur la Somalie lui soient présentés.

Oui L'enquête a été menée, et des réponses ont été reçues de 71 des 97 pays fournissant des contingents qui avaient été invités à y participer.

14 Exposés ont été présentés au Comité d'état-major.

Le nombre d'exposés supérieur aux prévisions s'explique par des invitations additionnelles reçues du Comité en raison de l'évolution de la situation politique et opérationnelle concernant la Libye et la Somalie.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Instructions permanentes relatives à l'appui fourni par le Bureau des affaires militaires aux capacités militaires de démarrage des opérations de maintien de la paix	Non	À la suite de la constitution de la MISNUS et de sa récente fermeture, les enseignements à tirer de l'expérience de cette mission devaient être analysés avant de mettre la dernière main au projet d'instructions permanentes. Le document définitif devrait être pour signature d'ici à décembre 2012.
4 visites de consultation sur les plans militaire et opérationnel dans les pays qui fournissent des contingents, concernant le déploiement de ces derniers et la livraison du matériel aux opérations de maintien de la paix	4	Visites de consultation sur les plans militaire et opérationnel ont été effectuées dans les pays qui fournissent des contingents, concernant le déploiement de ces derniers dans le cadre de la transition ou constitution de la MINUSS et de la FISNUA, et de la planification avancée pour le Groupe de liaison militaire de la MINUT.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Visites à 5 opérations de maintien de la paix pour donner des orientations stratégiques aux hauts responsables militaires concernant notamment les aspects militaires de la réaction aux crises, les réductions d'effectifs et les reconfigurations de composantes militaires et les questions de transition	10	Visites ont été effectuées : FISNUA, MINUAD, MINUL, MINUSS, MINUSTAH (2), MINUT, MISNUS, MONUSCO et ONUCI. Le nombre de visites plus important que prévu s'explique par la mise sur pied de nouvelles missions et par un problème disciplinaire dont le règlement a exigé des échanges avec le Siège.
Révision du concept d'opérations, des règles d'engagement et des moyens nécessaires aux forces en ce qui concerne toutes les opérations de maintien de la paix modifiées, et élaboration d'un concept d'opérations et définition des moyens nécessaires aux forces pour une éventuelle mission de maintien de la paix en Somalie	11	Concepts d'opérations militaires et énoncés des moyens nécessaires aux forces ont été révisés pour les missions suivantes : FISNUA, FNUOD, MINURSO, MINUSS, MINUSTAH, MONUSCO, ONUCI et UNSOA. En outre, des modifications des règles d'engagement ont été élaborées pour la FISNUA, la FNUOD et la MINUSS. Le concept d'opérations militaires et l'énoncé des moyens nécessaires aux forces ont été réalisés pour la Somalie mais sont restés à l'état de projet, l'opération de maintien de la paix envisagée pour la Somalie n'ayant pas vu le jour au cours de l'exercice considéré.
12 évaluations actualisées des menaces pesant sur l'ensemble des opérations militaires entreprises dans le cadre du maintien de la paix	13	Évaluations des menaces pesant sur les opérations militaires ont été réalisées, portant sur les missions suivantes : FINUL, FISNUA, FNUOD, MINUAD, MINUL, MINURSO, MINUSS, MINUSTAH, MISNUS, MONUSCO, ONUCI, UNFICYP et UNSOA.
Conférence à l'intention des chefs des composantes militaires de toutes les opérations de maintien de la paix	Oui	La conférence a eu lieu en août 2011.
Organisation au Siège de l'ONU, à l'intention des chefs militaires des missions, de 8 séances d'orientation préalables au déploiement et de 7 séances d'information postérieures à l'affectation	17	Séances d'orientation préalables au déploiement ont été tenues pour de hauts responsables, à savoir des chefs de composantes militaires (FINUL, FISNUA, MINUSTAH, MINUK, MISNUS et ONUCI), des commandants adjoints de la Force (FISNUA, FINUL et MINUAD), ainsi que des chefs d'état-major (FINUL, MINUAD, MINUSTAH, MINUSS, MINUL MONUSCO (2) et UNFICYP).

	<p>Le nombre de séances d'orientation préalables au déploiement a été plus important que prévu en raison de demandes additionnelles reçues des missions, et appuyées par les pays fournisseurs de contingents concernés, relatives à l'orientation d'officiers supérieurs avant leur déploiement.</p>
	<p>5 Séances d'information postérieures à l'affectation ont été tenues, pour les chefs des composantes militaires des missions suivantes : FINUL, MINURSO, MINUS (liquidation), MINUSTAH et ONUCI.</p> <p>Le nombre de séances d'information postérieures à l'affectation a été plus faible que prévu en raison de la prolongation des mandats des chefs de composante militaire de la FISNUA et de la MISNUS.</p>
<p>11 visites d'inspection avant déploiement d'effectifs, pour des missions dont le déploiement est en cours ou dont la modification est envisagée</p>	<p>9 Visites d'inspection avant déploiement ont été effectuées.</p> <p>Le nombre de visites moins important que prévu s'explique par le fait que des pays fournissant des contingents n'étaient pas prêts à recevoir la visite, soit parce qu'ils ne disposaient pas d'une liste complète du matériel appartenant au contingent, soit parce que l'autorisation de déploiement n'avait pas été fournie par les autorités compétentes au cours de l'exercice considéré.</p>
<p>Formation de 24 officiers supérieurs pour 12 missions de maintien de la paix</p>	<p>17 7 chefs de composante militaire (FISNUA, MINUK, MINURSO, MINUSTAH, MISNUS (2) et ONUCI) et 4 adjoints (FINUL, MINUAD, MINUSTAH et ONUCI) ont été déployés dans 12 missions. Une assistance a aussi été fournie pour le recrutement de 6 chefs d'état-major militaire (FNUOD, MINUK, MINURSO, MINUSS, MISNUS et ONUCI).</p> <p>Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la prolongation des mandats des chefs de composante militaire de la MINUAD, de la MINUSS, de la MINUT, de la MONUSCO et de l'UNFICYP, ainsi que des chefs adjoints de composante militaire de la MINUL et de la MONUSCO.</p>
<p>2 politiques : l'une sur les normes et outils d'évaluation des capacités et de la formation à l'intention des bataillons d'infanterie des opérations de maintien de la paix, l'autre sur la doctrine militaire des opérations de maintien de la paix</p>	<p>Non C'est en août 2012 que le manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies a été publié et a commencé à être diffusé. Le manuel comprend la liste requise de capacités, de normes et d'outils d'évaluation destinée aux</p>

<p>2 modules de formation : l'un sur la gestion des problèmes de violence sexuelle et sexiste, à l'intention des composantes militaires des opérations de maintien de la paix, et l'autre, fondé sur une étude de cas, sur la protection des civils, à l'intention des composantes militaires</p>	<p>bataillons d'infanterie dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il intègre aussi les éléments de doctrine militaire pertinents pour l'emploi d'un bataillon d'infanterie dans le contexte d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies. Tant les éléments de doctrine militaire que les informations relatives aux capacités, aux normes et aux outils d'évaluation sont destinés à être utilisés par les commandants et leur personnel aussi bien au niveau des quartiers généraux de la force qu'au sein des secteurs, groupes ou bataillons.</p> <p>Oui Les deux modules de formation ont été mis au point au cours de l'exercice considéré et, à l'issue d'une phase de mise à l'essai, ont été lancés en octobre 2012.</p>
---	--

e) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> <i>Observations</i>
<p>44 réunions d'information sur des questions relatives à la police (18), à la justice et à l'administration pénitentiaire (6), aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (10) et à la réforme du secteur de la sécurité (10), tenues à l'intention des organes délibérants, des États Membres, de groupes d'amis et de pays fournisseurs d'effectifs de police</p>	<p>49 Réunions d'information ont été tenues, dont 23 sur des questions relatives à la police.</p> <p>Le nombre plus important que prévu s'explique par des demandes émanant d'États Membres et d'organes délibérants concernant l'organisation de réunions d'information sur le cadre d'orientation stratégique, et par la nécessité d'informer les pays fournissant des effectifs de police sur l'état d'avancement de la transition dans quatre missions (MINUAD, MINUL, MINUSTAH et MINUT).</p> <p>Sur les autres sujets, le nombre de réunions d'information a été conforme aux prévisions :</p> <p>6 sur la justice et l'administration pénitentiaire</p> <p>10 sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration</p> <p>10 sur la réforme du secteur de la sécurité</p>

Contribution à 45 rapports du Secrétaire général et autres documents émanant du Conseil de sécurité et d'autres organes délibérants, sous la forme de recommandations sur des questions relatives à la police, à la justice, à l'administration pénitentiaire, aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, à la lutte antimines et à la réforme du secteur de la sécurité

20 réunions d'information sur l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité à l'intention des États Membres, du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, d'autres organes intergouvernementaux et de groupes d'amis

15 manifestations sous l'égide de l'ONU et consultations spécialisées avec des organismes, fonds et programmes ainsi qu'avec des organisations régionales et sous-régionales afin d'établir clairement les rôles, de renforcer la coordination des activités dans les domaines de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, et de recueillir et de diffuser les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience

18 consultations menées auprès des pays fournisseurs d'effectifs de police et des organisations régionales sur les questions de fond et les questions transversales, ainsi que sur d'autres aspects relatifs au rôle de la police et au maintien de l'ordre dans les opérations de maintien de la paix

38 Rapports ont fait l'objet de contributions. Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par des besoins moins importants que prévu en ce qui concerne les contributions du Bureau aux rapports sur les opérations de maintien de la paix. Au cours des exercices antérieurs, en raison de la nature des différentes crises qui sont survenues, le nombre de rapports pour lesquels il était nécessaire que le Bureau apporte une contribution avait été plus important.

30 Consultations ont été menées avec des États Membres et des organes intergouvernementaux.

Le nombre de consultations a été supérieur aux prévisions du fait d'un effort accru de coordination des travaux menés dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, qui avait pour but d'évaluer l'impact de la crise sur les activités menées et de mettre au point des interventions coordonnées fondées sur des méthodes ayant fait leurs preuves.

17 Manifestations sous l'égide de l'ONU et consultations spécialisées avec des organismes, fonds et programmes ainsi qu'avec des organisations régionales et sous-régionales ont eu lieu.

Le nombre a été plus important que prévu du fait de l'aide en matière de planification apportée à des États membres de l'Union africaine et à des organisations sous-régionales africaines.

25 Consultations ont été menées avec des pays fournissant des effectifs de police.

Le nombre a été plus important que prévu en raison de consultations additionnelles demandées par les pays fournissant des effectifs de police, sous la forme de séances d'information sur les missions en transition ainsi que sur des questions liées au rôle de la police et au maintien de l'ordre au sein de la MINUAD, de la MINUL de la MONUSCO et de l'ONUCI.

14 visites dans des pays qui fournissent des effectifs de police pour dispenser des conseils sur la constitution de forces de police en modules conformément à la stratégie globale d'appui aux missions et sur les dispositifs nationaux de sélection relatifs à la préparation, au déploiement et à la formation des membres de la Police des Nations Unies, y compris ceux des unités de police constituées

1 réunion par mission avec les pays fournisseurs d'effectifs de police au sujet de la composante policière de 10 opérations de maintien de la paix

6 documents d'information sur l'évolution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les opérations de maintien de la paix, à diffuser aux États Membres

Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur l'assistance en matière de lutte antimines

Rapport annuel multidonateurs sur les activités menées dans 7 missions de la paix au maximum

28 Visites ont été effectuées dans des pays fournissant des effectifs de police.

Le nombre plus important que prévu s'explique par le fait que la fourniture de conseils sur la constitution de forces de police en modules conformément à la stratégie globale d'appui aux missions a été combinée avec des visites destinées à la réalisation de tests de sélection et d'évaluation ou de tests spéciaux d'évaluation de la police, ainsi qu'avec des visites d'inspection préalables au déploiement.

13 Réunions ont été tenues sur la MINUAD, la MINUL, la MINUSTAH, la MINUT, la MONUSCO et l'ONUCI.

Le nombre plus important que prévu s'explique par des consultations tenues avec les pays fournissant des effectifs de police concernant les missions de maintien de la paix en transition.

6 Documents d'information ont été élaborés et diffusés aux États Membres.

Oui Voir A/66/292

Oui Achevé en juin 2012 et distribué aux pays donateurs en juillet 2012

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 consultations avec des États Membres et des organisations régionales pour échanger des informations sur la création de forces en attente et de forces permanentes, solliciter la mise à disposition d'experts de l'état de droit et de la réforme du secteur de la sécurité pouvant être rapidement déployés et partager des informations sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience	19	Consultations ont été menées, dont 8 avec des États Membres et 11 (réunions ou consultations) avec des organisations régionales. Le nombre de consultations a été supérieur aux prévisions, car des efforts supplémentaires ont été menés en vue de la coordination de moyens pouvant être déployés rapidement et pour la mise en commun des bonnes pratiques.

28 réunions d'information à l'intention des États Membres sur les questions de police dans les opérations de maintien de la paix et sur les impératifs particuliers de déploiement rapide de personnel de police hautement qualifié

1 composante de police d'une opération existante ou nouvelle, appuyée par la Force de police permanente et des capacités de démarrage et de montée en puissance

Développement du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires afin qu'il puisse concourir à la mise en route de nouvelles opérations et à l'application de nouveaux mandats du Conseil de sécurité

3 campagnes de recrutement ciblées par mission afin de pourvoir des postes clés dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration

2 évaluations de la composante lutte antimines dans des opérations de maintien de la paix nouvelles ou reconfigurées

29 Réunions d'information destinées aux États Membres ont été organisées.

2 La FISNUA et la MINUSS ont bénéficié pour leur démarrage d'un appui de la Force de police permanente.

L'appui a été plus important que prévu du fait de la création de nouvelles missions par le Conseil de sécurité.

Oui Il y a eu 9 déploiements du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires : 5 à la MINUSS, 2 à la MISNUS et 2 à l'ONUCI.

3 MINUSTAH, MONUSCO et ONUCI

2 MINUSS (nouvelle mission créée par transformation de la MINUS) et ONUCI (reconfigurée)

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 conférences annuelles organisées à l'intention des chefs des composantes état de droit et institutions chargées de la sécurité d'opérations afin de leur fournir des orientations, de leur communiquer des informations et de les aider à échanger des pratiques optimales	4	Conférences ont été organisées : Réunion des chefs de composante de lutte antimines Quatrième réunion annuelle conjointe de spécialistes hors classe du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, issus des opérations de maintien de la paix, des missions politiques spéciales et du PNUD Sixième réunion annuelle des chefs de composantes système judiciaire et chefs de composantes administration pénitentiaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies Conférence annuelle des chefs des composantes de police

	En outre, le 1 ^{er} juillet 2012 ont eu lieu la troisième réunion des chefs de composante réforme du secteur de la sécurité et des conseillers spécialisés dans ce domaine, issus des opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales, et le cinquième atelier interinstitutions des praticiens hors classe de la réforme du secteur de la sécurité.
10 câbles adressés à 10 opérations sur le terrain contenant des orientations stratégiques actualisées sur l'état de droit et les institutions chargées de la sécurité	11
6 évaluations techniques d'opérations visant à apprécier l'exécution des mandats relatifs à la réforme du secteur de la sécurité et à revoir des programmes	6 Évaluations techniques ont été adressées, à la MINUL (2), à la MINUSS, à la MONUSCO et à l'ONUCI (2).
2 documents d'orientation sur la coordination de l'appui à la réforme du secteur de la sécurité et sur la réforme du secteur de la défense	5 Une série de 4 notes d'orientation technique intégrée destinées à faciliter la fourniture d'une assistance cohérente des Nations Unies aux efforts de réforme du secteur de la sécurité ont été achevées et validées par les principaux membres de l'Équipe spéciale interorganisations sur la réforme du secteur de la sécurité. La politique relative à la réforme du secteur de la défense a été achevée, puis elle a été approuvée par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix. Le nombre de produits supérieur aux prévisions s'explique par le fait que 3 documents d'orientation qui devaient être achevés en 2010/11 ne l'ont été qu'en 2011/12.
1 module de formation pilote s'inspirant des documents d'orientation techniques sur la réforme du secteur de la sécurité	1 Le module de formation pilote sur la réforme du secteur de la défense a été mis au point et fourni à un groupe de 25 personnes, composé de représentants du Département des opérations de maintien de la paix et d'autres membres de l'Équipe spéciale interorganisations sur la réforme du secteur de la sécurité.
Élaboration ou examen et révision, selon le cas, des plans opérationnels de la police, des instructions permanentes et des concepts d'opérations pour 5 composantes de police de missions	Oui Les concepts d'opérations de la FISNUA et de la MINUSS ont été achevés; les documents associés pour la MINUSS ont aussi été achevés : memorandum d'accord, plans relatifs au déploiement, à l'appui logistique, au renforcement des capacités et à la coïmplantation, et élaboration du programme de formation des nouvelles recrues et des mécanismes conjoints; une assistance a aussi été fournie à l'Union africaine pour la mise au

<p>Déploiement initial, relève et prorogation de déploiement de 17 000 policiers des Nations Unies, dont les membres des unités de police constituées, dans 10 missions</p>	<p>point du concept des opérations de police de l'AMISOM; le concept des opérations de police de la MINUAD et les instructions permanentes associées ont été achevés par la Police des Nations Unies et font actuellement l'objet d'une coordination avec l'Union africaine.</p>
	<p>14 530 Policiers ont été déployés. Le nombre inférieur aux prévisions tient au fait qu'il a été décidé de déployer les effectifs de police de la MINUSS par phases successives et de ne pas effectuer de relève des policiers des Nations Unies à la MINUT dans le cadre de la réduction des effectifs.</p>
<p>Visites à 10 opérations de maintien de la paix pour dispenser des conseils et une assistance stratégiques et opérationnels en matière de police</p>	<p>10 Visites ont été effectuées : FISNUA, MINUAD, MINUL (2), MINUS, MINUSS, MINUSTAH (2), MINUT et ONUCI.</p>
<p>40 visites dans des pays fournissant des effectifs de police pour faire passer des tests dans le cadre du processus de sélection des agents de la Police des Nations Unies déployés individuellement et pour évaluer ou inspecter des unités de police constituées</p>	<p>42 Visites ont été effectuées.</p>
<p>16 visites (8 consacrées au système judiciaire et 8 aux questions pénitentiaires) effectuées dans 8 opérations sur le terrain afin d'étudier et d'évaluer la mise en œuvre des aspects des mandats des missions relatifs à l'état de droit</p>	<p>11 Visites ont été effectuées : 7 relatives au système judiciaire, à la MINUL, la MINUSS, la MINUSTAH (2), la MISNUS et la MONUSCO (2), et 4 consacrées aux questions pénitentiaires, à la MINUL, la MINUSS, la MISNUS et la MONUSCO.</p> <p>Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par l'annulation des visites consacrées aux questions judiciaires et pénitentiaires prévues pour la MINUAD, en raison de problèmes rencontrés dans l'obtention de visas, et pour la MINUL et l'ONU CI en raison de problèmes techniques.</p>
<p>4 documents d'orientation et outils de formation pour le personnel judiciaire et pénitentiaire, notamment des directives en matière de recensement et d'évaluation, les enseignements tirés de l'expérience en matière de sécurité dans les prisons et un manuel à l'intention des spécialistes des affaires judiciaires</p>	<p>3 Documents d'orientation ont été élaborés : une récapitulation des enseignements tirés de l'expérience en matière de sécurité dans les prisons dans les pays sortant d'un conflit, un manuel à l'intention des spécialistes des affaires judiciaires, et du matériel pédagogique sur le droit islamique.</p> <p>La mise au point des directives en matière de recensement et d'évaluation a été retardée en raison de la prolongation de l'étape de consultations à la suite de l'extension de la portée des travaux, qui doivent désormais</p>

<p>4 séances de formation consacrées aux composantes pénitentiaire et judiciaire, à l'intention de 50 spécialistes des questions pénitentiaires et 50 spécialistes des affaires judiciaires</p>	<p>couvrir la police, le système judiciaire et l'administration pénitentiaire, et à cause du départ inattendu du fonctionnaire chargé de ce projet. Il est maintenant prévu d'achever ces directives à la mi-2013.</p> <p>Oui 2 séances de formation sur les questions liées à l'état de droit ont été menées à l'intention de 50 spécialistes des affaires judiciaires, et 2 séances de formation antérieure au déploiement ont été dispensées à 32 spécialistes des questions pénitentiaires.</p>
<p>Contributions techniques à l'élaboration de 15 politiques, procédures, outils de formation et rapports sur des questions relatives à l'état de droit</p>	<p>Le nombre de participants aux séances sur les questions pénitentiaires est inférieur aux prévisions parce que les États Membres ont nommé moins de participants que prévu.</p> <p>18 Des contributions techniques ont été fournies pour l'élaboration de 18 politiques, procédures, outils de formation et rapports de l'ONU sur des questions relatives à l'état de droit.</p> <p>Le nombre de contributions a été plus important que prévu parce que le volume de demandes internes provenant du Secrétariat et d'autres entités des Nations Unies a été supérieur aux prévisions.</p>
<p>1 module sur les normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration et 1 module actualisé sur les normes, en collaboration avec d'autres membres du Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration</p>	<p>1 Le module sur les ressources naturelles et les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), s'inscrivant dans le cadre des normes intégrées de DDR, a été élaboré et a fait l'objet d'une validation initiale au cours d'un atelier qui s'est tenu du 27 février au 2 mars 2012. À la suite d'une redéfinition de ses priorités, le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration a décidé de mettre au point un nouveau module sur les programmes de DDR et les processus de paix au lieu de mettre à jour un module existant. Le projet initial pour le nouveau module a été examiné en mai 2012.</p>
<p>Visites effectuées dans 5 opérations de maintien de la paix pour fournir un appui technique à l'exécution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration ou pour les évaluer</p>	<p>5 Visites ont été effectuées : MINUSS (2), MINUSTAH, MONUSCO et ONUCI.</p>
<p>Mission d'évaluation interinstitutions chargée d'examiner la mise en œuvre des normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration dans 1 opération sur le terrain</p>	<p>Oui Une mission conjointe a été réalisée avec la Banque mondiale pour renforcer le partenariat avec l'Union africaine.</p>

Visites à 7 opérations de maintien de la paix à des fins d'évaluation, de conseil et d'assistance en ce qui concerne l'application des programmes de lutte antimines

1 série de directives sur la conduite d'audits et d'inspections des composantes de police des Nations Unies

7 Visites ont été effectuées : FINUL, MINUAD, MINURSO, MINUSS, MONUSCO, ONUCI et UNSOA.

Oui Au 30 juin 2012, la série de directives existait à l'état de projet. Ces documents ont ensuite été approuvés par les deux Secrétaires généraux adjoints le 19 septembre 2012 et sont entrés en vigueur le 1^{er} octobre 2012.

f) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
3 visites dans des capitales nationales pour dispenser des conseils sur des questions intersectorielles et des questions nouvelles relatives au maintien de la paix	5	Visites. Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que l'on a saisi toutes les occasions qui se sont présentées de donner des conseils sur des questions intersectorielles et des questions nouvelles qui se posent dans le domaine du maintien de la paix, lors de visites faites à d'autres titres dans les capitales nationales.
2 séances d'information informelles à l'intention de membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 10 séances d'information bilatérales à l'intention des États Membres qui en avaient fait la demande, sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes telles que les mécanismes d'intégration	2 10	Séances d'information informelles Séances d'information bilatérales
7 séances d'information au cours de la session de fond du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 14 séances d'information informelles à l'intention des membres du Comité, sur le renforcement des capacités, la protection des civils, les mesures de consolidation de la paix durant les opérations de maintien de la paix, la protection des enfants, la problématique hommes-femmes, les affaires civiles, le VIH/sida et d'autres questions liées à l'initiative Horizons nouveaux et à des initiatives ultérieures	9 60	Séances d'information ont été organisées au cours de la session de fond du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Le nombre supérieur aux prévisions résulte des demandes supplémentaires formulées par les États Membres. Séances d'information informelles Le nombre supérieur aux prévisions résulte des demandes supplémentaires formulées par les États Membres.

Exposés lors de 6 conférences internationales réunissant des États Membres et groupes de réflexion sur la mise en œuvre des aspects prioritaires de l'initiative Horizons nouveaux et sur la problématique hommes-femmes

5 séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité sur la protection des civils, la protection des enfants, le VIH/sida et la problématique hommes-femmes

5 ateliers ou séances d'information à l'intention d'experts techniques des États Membres et de partenaires essentiels participant à l'élaboration des grandes orientations du développement, afin d'élaborer des directives et des politiques concernant : le renforcement des capacités (1); les stratégies à adopter pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité (1); les fonctions de direction et de commandement, en coordination avec le Bureau des affaires militaires (1); les tâches essentielles des spécialistes des affaires civiles (1); et l'instauration de mesures incitatives pour les pays fournissant des contingents (1)

Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et séances d'information comme suite aux différentes requêtes du Comité spécial et de la Quatrième Commission

12 Exposés ont été présentés, lors de conférences internationales, sur l'initiative Horizons nouveaux et sur les nouvelles questions qui se font jour en matière de maintien de la paix en général, y compris celles qui sont liées à la problématique hommes-femmes.

Le nombre supérieur aux prévisions résulte des demandes supplémentaires formulées par les États Membres.

3 Séances d'information ont été assurées sur les sujets suivants : la protection de l'enfance; les femmes, la paix et la sécurité (séances sexuelles); et le VIH/sida (séance d'information informelle).

Le Conseil de sécurité n'a demandé que 3 séances d'information, ce qui explique que le nombre de séances fournies est inférieur aux prévisions.

1 Réunion-débat à l'intention des États Membres

11 Ateliers et réunions d'information portant sur le renforcement des capacités (normes, constitution stratégique des forces), ainsi que le commandement et le contrôle

1 Réunion d'information concernant la protection de l'enfance

1 Rapport du Secrétaire général

37 Séances d'information formelles et informelles faisant suite aux différentes requêtes du Comité spécial

De plus, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et la Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions ont prononcé une déclaration au cours du débat sur le maintien de la paix à la Quatrième Commission; 2 déclarations ont été faites devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mécanisme permettant la mise en place d'une planification normalisée et de dispositifs opérationnels associant l'Union européenne, dont une procédure opérationnelle permanente et un ensemble d'instruments de planification conjointe	En partie	Cette activité est en cours mais n'a pas encore été complètement menée à bien. Le 26 novembre 2012, le Comité directeur Union européenne/ONU est convenu de renforcer la coopération dans le domaine de la planification. Des directives révisées seront arrêtées ultérieurement. Le Comité directeur se penchera également sur la mise en œuvre des propositions approuvées par l'Union européenne en vue d'élaborer des mécanismes opérationnels standard pour l'appui aux opérations de maintien de la paix.
Modèle de mécanisme pour la constitution d'équipes d'évaluation et de planification intégrées permettant d'accélérer le déploiement des effectifs et le démarrage des missions	En partie	Cette activité est en cours mais n'a pas encore été complètement menée à bien. Une évaluation des missions d'évaluation technique a été effectuée, et les directives pour la préparation des missions intégrées sont en cours d'examen et seront révisées avant la fin de 2012.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 visites à des missions de maintien de la paix, auprès d'institutions nationales et régionales de formation au maintien de la paix et à des sièges d'organisations pour la fourniture de conseils sur des questions intersectorielles et des questions nouvelles ayant trait au maintien de la paix	8	Visites, dont 3 à des missions de maintien de la paix (MINUL, ONUCI et MINUSS) et 5 à des États Membres Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que l'on a saisi toutes les occasions qui se sont présentées de donner des conseils sur des questions intersectorielles et des questions nouvelles qui se posent dans le domaine du maintien de la paix, lors de visites faites à d'autres titres dans les capitales nationales.
10 séances d'information à l'intention d'établissement financiers internationaux, d'organisations internationales et régionales et d'organisations non gouvernementales en ayant fait la demande, sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes, telles que les mécanismes d'intégration	10	Séances d'information

Accord avec le PNUD sur les domaines thématiques et pays prioritaires, et mécanismes de coordination conjoints en vue de la mise en œuvre du mémorandum d'accord conclu par le DOMP et le PNUD en 2008

6 consultations formelles avec 3 organisations et mécanismes régionaux sur de nouveaux aspects des partenariats liés au maintien de la paix

1 document directif destiné aux opérations de maintien de la paix sur les mécanismes ou cadres de partenariat stratégique, dont les dispositifs de transition consécutifs au maintien de la paix

6 évaluations, dont 4 axées sur des missions et 2 évaluations thématiques

6 documents d'analyse sur de nouvelles questions relatives au maintien de la paix, dont 3 sur la stratégie mondiale d'appui aux missions

11 rapports sur les enseignements tirés des différentes missions, notamment en matière de protection des civils, de maintien et de consolidation de la paix, de relève des contingents, de renforcement des capacités, d'entretien du moral du personnel, de respect d'une conduite éthique, de sûreté et de sécurité, de rétablissement des fonctions de police, d'assistance électorale, de coopération entre les missions en ce qui concerne l'appui, d'intégration et de consolidation de la paix, et de communication et d'information

6 nouveaux réseaux de praticiens mis en place dans des missions

Oui Un dispositif conjoint de coordination a été mis en place sous la forme de réunions régulières au niveau des sous-secrétaires généraux afin de décider en continu des thèmes et pays prioritaires, notamment pour contribuer à la mise en œuvre du mémorandum d'accord conclu par le DOMP et le PNUD en 2008.

6 Consultations formelles, 2 pour chacune des 3 organisations régionales

Oui Un document de réflexion, portant sur les principaux problèmes récurrents que présentent les transitions lorsque les missions de l'ONU réduisent leurs effectifs ou se retirent, a été achevé en collaboration avec les partenaires de l'ONU. Il doit servir de base pour l'élaboration d'une politique de gestion des transitions à l'échelle de l'ONU, dont l'achèvement est prévu en décembre 2012.

5 Évaluations ont été conduites, dont 4 étaient thématiques et 1 portait sur la MINUK. L'équipe de direction du DOMP et du DAM a décidé que, pour l'exercice considéré, les ressources consacrées à l'évaluation devaient être utilisées pour des évaluations thématiques plutôt que pour des évaluations de missions.

6 Documents d'analyse

Le Service des politiques et des meilleures pratiques a fourni un appui continu à l'équipe de la stratégie globale d'appui aux missions du DAM, qui en a la charge.

13 Rapports sur les enseignements tirés des différentes opérations de maintien de la paix dans les domaines suivants : affaires civiles et sociales, assistance électorale, interventions en cas de crise, enquêtes sur l'image des opérations de maintien de la paix au sein de la population, formation de formateurs sur la protection des civils, appui à l'administration publique, exécution des mandats futurs, violences sexiste ou électorale, protection des civils et rapport à l'environnement et aux ressources naturelles des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

4 Réseaux de praticiens ont été créés, 1 relatif à la protection des civils, 1 destiné aux chefs ou directeurs de l'appui aux missions, 1 concernant

	la sécurité aérienne et 1 portant sur la gestion des marchés.
12 visites dans des missions pour dispenser des conseils techniques et aider à la mise en œuvre des nouvelles politiques et orientations	Des discussions sont encore en cours en vue de créer des réseaux de praticiens centrés sur les affaires politiques et les affaires électorales, sous réserve de l'accord des services concernés.
5 ateliers annuels de mise en commun des connaissances et de formation destinés aux responsables et coordonnateurs chargés des questions suivantes : meilleures pratiques, affaires civiles, VIH/sida, problématique hommes-femmes et protection de l'enfance	12 Visites, dont 11 à des missions et 1 au Centre de services mondial
Synthèse trimestrielle des principaux enseignements tirés et des meilleures pratiques recueillis grâce au système de gestion des connaissances envoyée aux hauts responsables des opérations sur le terrain	5 Ateliers ont été organisés : atelier à l'intention des responsables des affaires civiles (1); atelier annuel de planification stratégique de l'équipe consultative du DOMP et du DAM sur la problématique hommes-femmes; atelier annuel des fonctionnaires chargés des pratiques optimales (1); cours de formation sur 5 jours du DOMP et d'ONUSIDA sur le suivi et l'évaluation relatifs au VIH/sida (1); et réunion annuelle portant sur la protection de l'enfance (1).
Cadre stratégique pour la protection des civils et 2 stratégies de protection des civils élaborées en collaboration avec 2 opérations de maintien de la paix	Oui La lettre d'information sur la gestion des connaissances et l'efficacité dans les opérations de maintien de la paix est envoyée deux fois par mois par courrier électronique à tous les membres du personnel du DOMP et du DAM au Siège et sur le terrain.
Plan de mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé et examen interorganisations de la formation du personnel de maintien de la paix aux droits et à la protection des enfants	Oui La dernière main a été mise au cadre stratégique et il a été diffusé. La MINUSS et l'ONUCI ont mis au point des stratégies spécifiques sur la base de ce cadre.
	Oui Le plan de mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance a été achevé. Une estimation complète des besoins en formation du personnel de maintien de la paix a été réalisée, notamment au moyen de consultations menées à l'échelle mondiale.
Système de suivi et d'évaluation des moyens et outils existants pour traiter de la problématique hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix	Les lignes directrices pour la communication d'informations sur la protection de l'enfance ont été élaborées et révisées et elles font actuellement l'objet de consultations auprès du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et du personnel des missions.
	Non Le projet pilote de la MINUAD est en cours. Il a été retardé en raison de la nécessité de nommer un nouveau chef de projet et de revoir la méthode employée. Il devrait être mené à bien d'ici à la mi-2013.

3 cours de formation de formateurs à l'intention de 72 formateurs au maintien de la paix originaires d'États Membres, 6 visites de validation des programmes de formation et 2 visites à des équipes mobiles de formation et mise au point de formations à l'appui des formations organisées par les États Membres à l'intention de leur personnel militaire et de police avant son déploiement dans des opérations des Nations Unies sur le terrain

Atelier annuel et 1 formation de formateurs destinés aux fonctionnaires du centre intégré de formation du personnel de toutes les missions et 4 activités relatives à la formation, portant notamment sur l'évaluation des besoins, le suivi des résultats et la conduite de cours, aux fins de fournir aux opérations de maintien de la paix un appui et des directives générales sur la formation; et 24 sessions de formation avant le déploiement destinées à 400 membres du personnel civil des missions

Cours de formation spécifiques au maintien de la paix sur la haute direction, la gestion et l'administration, dont 2 cours pour les hauts responsables des missions, 2 cours du programme de perfectionnement des cadres supérieurs et 1 cours du programme SMART destiné à 120 membres du personnel des forces de maintien de la paix

12 4 cours de formation des formateurs ont eu lieu à l'intention de 99 formateurs issus des États Membres; ainsi que

6 visites de validation des programmes; et

2 visites à des équipes mobiles de formation. Des supports de formation ont été mis au point sur la protection des civils, sur les fonctions des officiers d'état-major des Nations Unies et sur la gestion des bataillons d'infanterie dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

29 cours 1 atelier annuel; 4 activités de formation, portant notamment sur l'évaluation des besoins, le suivi des résultats et la conduite de cours (MONUSCO, ONUCI, FINUL et UNFICYP) et 24 cours de formation préalable au déploiement à l'intention de 379 membres du personnel civil des missions

Lorsque le cadre de budgétisation axée sur les résultats pour 2011/12 a été achevé, il était envisagé dans le projet de budget de mener 2 activités destinées aux fonctionnaires du centre intégré de formation du personnel des missions dans toutes les missions, à savoir l'atelier annuel et le cours de formation des formateurs. Toutefois, les crédits destinés à la formation ayant ensuite été réduits, le cours de formation des formateurs n'a pas été organisé en raison de l'insuffisance des ressources disponibles.

5 2 stages de formation à la direction des missions pour 52 fonctionnaires des missions en poste et potentiels; 2 cours du programme de perfectionnement des cadres supérieurs et 1 cours du programme SMART de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources, suivi par 124 fonctionnaires

B. Département de l'appui aux missions

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
41 séances d'information à l'intention de l'Assemblée générale, des organes délibérants, du Conseil de sécurité et des organisations régionales sur des questions ayant trait à l'appui aux missions, notamment les progrès réalisés dans l'exécution de la stratégie globale d'appui aux missions, ou réunions avec ces organes ou organisations	43	Séances d'information
10 exposés sur des questions relatives au maintien de la paix et à l'appui aux missions lors de conférences, séminaires et autres rencontres publiques	12	Exposés
8 visites aux principaux bailleurs de fonds, aux principaux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et à d'autres États Membres, pour examiner avec eux des questions relatives à l'appui aux missions et fournir des conseils à cet égard	11	Visites. Le nombre de visites supérieur aux prévisions est dû à une demande plus forte que prévu de la part des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police ainsi que de la part des principaux bailleurs de fonds.
Présentation à l'Assemblée générale d'un rapport d'étape annuel, assorti de recommandations sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du nouveau concept d'appui pour la prestation de services sur le terrain	Oui	Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591 et Add.1)
41 réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies et 18 rapports récapitulatifs sur la suite donnée aux 1 248 recommandations formulées par les organes de contrôle, établis et présentés à ces organes, dont le Comité des commissaires aux comptes	39	Réponses récapitulatives
	10	Rapports récapitulatifs sur la suite donnée à 779 recommandations formulées par les organes de contrôle Le nombre de rapports inférieur aux prévisions tient au fait que les organes de contrôle ont formulé moins de recommandations et de demandes que prévu pour cet exercice.

1 rapport annuel d'analyse statistique sur tous les types d'affaires examinées par une commission d'enquête dans toutes les opérations hors Siège	1	Rapport
10 séances d'information à l'intention des États Membres, des organisations non gouvernementales et des hauts responsables des missions sur la mise en œuvre de la stratégie d'ensemble visant à éliminer l'exploitation et la violence sexuelles, ainsi que d'autres formes de comportement répréhensible, dans les opérations hors Siège	13	Séances d'information à l'intention des États Membres et des ONG
	5	Séances d'information à l'intention de hauts responsables de missions, à savoir les Chefs de la MINUL (2), de l'ONUCI et de l'UNFICYP (2)
		Le nombre de séances d'information à l'intention des États Membres et des ONG a été plus important que prévu en raison du volume de demandes provenant des premiers, tandis que celles destinées aux hauts responsables des missions se sont tenues en fonction des besoins, soit à la suite de changements dans la hiérarchie, soit en réponse à des préoccupations particulières.
Organisation conjointe avec le PNUD et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de 2 réunions des principaux responsables de l'Équipe spéciale interorganisations pour la protection contre l'exploitation et la violence sexuelles afin de fournir des orientations stratégiques sur l'action à mener pour traiter le problème, dont la mise en œuvre de la stratégie d'aide aux victimes	2 réunions des principaux responsables	L'Équipe spéciale interorganisations pour la protection contre l'exploitation et la violence sexuelles est une équipe spéciale de niveau fonctionnel qui ne prévoit pas de réunions des principaux responsables. Cependant, elle fait rapport aux principaux responsables à l'occasion des réunions du Comité permanent interorganisations qui compte la protection contre l'exploitation et la violence sexuelles parmi les sujets dont il est saisi.
	5 réunions de l'Équipe spéciale	

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
12 séances d'information à l'intention des missions permanentes concernant l'appui à l'AMISOM conformément aux niveaux d'assistance convenus	14	Séances d'information
Politiques concernant l'utilisation d'un modèle de financement normalisé par les nouvelles missions ou les missions en phase de démarrage mandatées par le Conseil de sécurité, en attente de l'approbation de l'Assemblée générale	Oui	Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591 et Add.1)

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 visites à des opérations hors Siège pour évaluer les progrès accomplis et fournir des orientations aux responsables sur les questions d'appui aux missions concernant l'exécution de leur mandat	9	Visites
24 consultations semestrielles avec les chefs de mission sur les composantes d'appui pour examiner les principales questions liées à l'appui à fournir dans le cadre de l'exécution des mandats	23	Consultations dans les missions suivantes : FINUL, FISNUA (3), FNUOD, MINUAD (3), MINUK, MINUL (2), MINUSS (3), MINUSTAH (2), MINUT (2), MONUSCO (3), ONUCI et UNFICYP, en plus des conférences avec les Représentant spéciaux du Secrétaire général et chefs de mission qui ont été organisées en juillet 2011 et février 2012
10 visites dans les missions pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions	10	Visites effectuées dans les missions suivantes : BSLB/Centre de services mondial (2), FINUL, FNUOD, MINUAD, MONUSCO/Centre de services régional (2) et UNFICYP
48 consultations trimestrielles avec les chefs/directeurs de l'appui aux missions pour examiner et évaluer les principales composantes d'appui aux fins de l'étude des questions opérationnelles liées à l'exécution des mandats	37	Consultations dans les missions suivantes : BSLB/Centre de services mondial (6), FINUL, FISNUA, FNUOD, MINUAD (4), MINUK, MINUL, MINURSO, MINUSTAH (3), MISNUS, MINUSS (3), MINUT, MONUSCO/Centre de services régional (6), ONUCI, UNFICYP (5) et UNSOA, en plus de la conférence des chefs/directeurs de l'appui aux missions tenue en janvier 2012 Le chiffre inférieur aux prévisions s'explique par un besoin moindre de tenir des consultations séparées avec les chefs/directeurs de l'appui aux missions, sauf quand il y a lieu, compte tenu de la mise en place du mécanisme de la conférence annuelle qui leur est destinée.
3 visites de prospection auprès d'États Membres, d'organisations professionnelles, gouvernementales et non gouvernementales et d'organismes, de fonds et de programmes des Nations Unies afin d'enrichir la réserve de candidats aux postes de haute direction dans les missions et d'atteindre les objectifs de l'Organisation en matière de représentation des femmes et des hommes et de répartition géographique	3	Visites de prospection

<p>Visites aux équipes Déontologie et discipline de 3 opérations hors Siège pour apporter une assistance et des conseils techniques sur l'application de la stratégie en trois volets de l'ONU visant à lutter contre l'exploitation et la violence sexuelles ainsi que d'autres formes de comportement répréhensible</p>	4	Visites
<p>Traitement d'environ 350 rapports d'enquête établissant le bien-fondé d'allégations faisant état de comportements répréhensibles transmis par le Bureau des services de contrôle interne et d'autres organes d'enquête dans 12 opérations de maintien de la paix, de sorte que les autorités internes ou externes compétentes (administration de l'ONU ou États Membres) puissent prendre les mesures disciplinaires voulues</p>	253	<p>Rapports d'enquête établissant le bien-fondé d'allégations faisant état de comportements répréhensibles ont été traités et transmis aux autorités compétentes pour qu'elles prennent les mesures disciplinaires qui s'imposent.</p> <p>Les rapports d'enquête peuvent porter sur une seule allégation ou sur plusieurs.</p>
<p>Enregistrement et suivi dans le Système de suivi des fautes professionnelles de 250 allégations de catégorie I et de 700 allégations de catégorie II pour 12 opérations de maintien de la paix et la Base de soutien logistique des Nations Unies</p>	176	Allégations de catégorie I
<p>Exonération de 10 candidats par jour en moyenne sur lesquels pesaient des allégations de comportement répréhensible ouvrant la voie à leur affectation dans des missions de maintien de la paix</p>	632	<p>Allégations de catégorie II</p> <p>Le nombre d'allégations inférieur aux prévisions est le fruit des efforts continuellement déployés pour prévenir les comportements répréhensibles, notamment en sensibilisant le personnel de l'Organisation aux comportements et à la discipline attendus de lui.</p>
<p>12 évaluations des dispositifs de contrôle interne de toutes les opérations hors Siège sur la base des conclusions et recommandations énoncées dans 100 rapports des organes de contrôle interne, dont le Comité des commissaires aux comptes, le Corps commun d'inspection et le Bureau des services de contrôle interne</p>	10 à 15	Candidats par jour exonérés
<p>1 atelier à l'intention de 12 interlocuteurs désignés pour les audits dans 12 opérations de maintien de la paix concernant les opérations d'audit, ainsi que les mesures à prendre pour améliorer la suite donnée aux conclusions et recommandations issues d'audits et assurer efficacement l'application des recommandations d'audit</p>	14	<p>Évaluations reçues de la part des missions de maintien de la paix faisant suite à 98 rapports des organes de contrôle interne, dont le Comité des commissaires aux comptes, le Corps commun d'inspection et le Bureau des services de contrôle interne</p>
<p>8 visites dans des opérations hors Siège pour évaluer leur dispositif de contrôle interne, compte tenu des secteurs à risque recensés dans les rapports des organes de contrôle</p>	1	Atelier
	23	<p>Interlocuteurs désignés issus de toutes les missions de maintien de la paix, à l'exception de la FNUOD, de la MINUK et de la MINUL, ont participé à l'atelier.</p>
	3	<p>Visites dans les missions suivantes : MINURSO, MONUSCO et UNSOA</p> <p>Le nombre de visites inférieur aux prévisions est dû à une révision des priorités au sein des</p>

	activités prévues, imposée par la charge de travail.
6 visites dans des opérations hors Siège pour appuyer les activités des commissions d'enquête et sensibiliser les hauts responsables des missions aux procédures de ces commissions	6 Visites
Révision des pouvoirs délégués en matière d'achats à tous les directeurs et chefs de l'appui aux missions, afin de faciliter les nouvelles délégations de pouvoir dans les missions	Oui Des délégations de pouvoir en matière d'achats révisées ont été octroyées à tous les nouveaux directeurs et chefs de l'appui aux missions, ce qui s'est traduit par 107 nouvelles délégations de pouvoir, portant le total des délégations en vigueur à plus de 225.
3 visites dans des opérations hors Siège afin d'examiner l'usage qui est fait des délégations de pouvoir en matière d'achats et des procédures d'achat, le but étant notamment de formuler des recommandations et des propositions visant à remédier aux lacunes et à simplifier les opérations	3 Visites dans des opérations hors Siège, à la MINUL, la MINUSTAH et l'ONUCI. En outre, une visite a été effectuée au Centre de services mondial afin d'examiner et de poursuivre la mise en œuvre pilote par étapes de la stratégie intégrée d'appui aux activités d'achat des missions.
2 instructions permanentes pour aider les missions dans l'usage cohérent et effectif de la délégation de pouvoir en matière d'achats	Non Les travaux en vue de l'élaboration de directives complémentaires concernant le Comité d'ouverture des plis se sont poursuivis en consultation avec le Département de la gestion, l'organisme ayant au Siège pouvoir en matière d'achats. Il est prévu que ces directives seront communiquées à toutes les missions dans le courant de l'exercice 2012/13.

b) Division du budget et des finances

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour 12 opérations hors Siège	2 632	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents traitées 284 lettres d'attribution ont en outre été instruites.
	156	Demandes d'indemnisation pour décès ou invalidité ont été traitées.

Fourniture de conseils à toutes les opérations hors Siège et missions permanentes auprès de l'ONU de pays qui fournissent des contingents et des effectifs de police sur les questions touchant les remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents et les indemnités en cas de décès ou d'invalidité	Oui	Une confirmation officielle et des conseils ont été fournis à toutes les missions concernant le remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et les droits à indemnisation en cas de décès ou d'invalidité.
Achèvement des négociations portant sur 19 mémorandums d'accord et 433 amendements à des mémorandums existants concernant le matériel appartenant aux contingents	45	Nouveaux mémorandums d'accord achevés L'augmentation s'explique par la création de nouvelles missions et les nouveaux remplacements de pays fournisseurs de contingents.
Présentation à des missions permanentes ou des délégations d'États Membres de 19 exposés sur les remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents	346	Amendements. Le chiffre est moindre que prévu en raison de la fermeture de la MINUS.
À l'appui des opérations existantes, présentation de 13 exposés à des pays qui fournissent déjà ou pourraient fournir des effectifs militaires ou de police sur les remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents et les mémorandums d'accord et sur les règles et procédures afférentes à ces remboursements	19	Exposés
Mise au point, en collaboration avec le DOMP et sa Division des politiques, de l'évaluation et de la formation, d'un programme pilote de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes pour les budgets de 2 opérations de maintien de la paix	13	Exposés
Présentation de 3 exposés aux États Membres, avec documentation analytique à l'appui et la tenue de consultations directes, sur l'examen de la stratégie globale d'appui aux missions	Non	Un examen initial a été effectué à l'aide de données provenant de la MINUAD. Le projet a été différé en raison des difficultés rencontrées pour le doter d'un appui adéquat de la part de consultants.
	2	Exposés sur le plan de financement standard présentés dans le cadre des délibérations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et de la Cinquième Commission

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de plans des ressources et de prévisions de dépenses lorsque le Conseil de sécurité décide de créer ou de renforcer une opération de maintien de la paix	6	Missions (FISNUA, MINUAD, MINUL, MINUSTAH, ONUCI et UNSOA) ont fait l'objet, en application de la déclaration du Président du Conseil de sécurité du 5 août 2009

	<p>(S/PRST/2009/24), d'une évaluation préliminaire des incidences financières de propositions majeures dont le Conseil était saisi.</p> <p>3 missions nouvellement créées ou renforcées (FISNUA, MINUSS et MISNUS) ont fait l'objet de demandes de financement ou d'autorisation d'engagement de dépenses à titre intérimaire conformément à la résolution 64/269 de l'Assemblée générale.</p> <p>4 missions ont bénéficié d'une assistance directe dans l'établissement de nouveaux projets de budget ou de projets révisés, dont 3 (FISNUA, MINUSS et UNSOA) à l'appui de nouveaux mandats ou de mandats étendus confiés par le Conseil de sécurité, et une (MINUS) pour l'application de la décision du Conseil de mettre fin au mandat.</p>
<p>Conception de directives pour l'application du plan de financement standard qui vise à faciliter le financement des opérations de maintien de la paix nouvelles ou en cours de renforcement (sous réserve de l'approbation du plan par l'Assemblée générale à la reprise de sa soixante-cinquième session)</p>	<p>Oui Un appui a été fourni à la MINUSS pour la mise en œuvre pilote du plan de financement standard, notamment sous la forme de l'élaboration de directives sur la gestion du financement, la prestation d'une assistance sur place et l'aide à la création d'un comité de gestion des ressources et de mécanismes de gestion opérationnelle.</p>

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Élaboration à l'intention de l'ensemble des opérations hors Siège de directives communes régissant la mise au point des projets de budget et des rapports sur leur exécution, la tenue des comptes et l'établissement des états financiers, ainsi que la gestion des ressources disponibles</p>	<p>Oui</p>	<p>Coordination d'un examen portant sur les principaux besoins de financement pour l'exercice 2012/13 dans l'ensemble des opérations de maintien de la paix, qui a permis de fixer pour chacune d'elles les principaux objectifs en matière d'économies de ressources, de recenser les possibilités de différer les achats de matériel majeur et de définir des aménagements de l'affectation des ressources tenant compte de l'évolution des mandats</p> <p>Coordination et établissement d'un examen annuel des ratios standard des ressources et des dépenses pour les opérations hors Siège</p> <p>Coordination et établissement de directives destinées aux opérations de maintien de la paix sur la formulation des rapports d'exécution du budget</p>

Établissement de points de repère pour les principaux éléments du financement et élaboration d'un cadre d'analyse transversal permettant d'améliorer le rapport coût-efficacité de la dotation en ressources des missions

10 visites sur le terrain pour fournir un appui à l'établissement des projets de budget des missions, à l'évaluation des ressources nécessaires et à l'application des grands projets en matière de gestion financière

Fourniture de directives à toutes les opérations de maintien de la paix pour l'application des normes IPSAS et l'utilisation du progiciel Umoja

Oui Création d'un cadre d'analyse transversal et d'indicateurs intégrés pour la dotation en ressources des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, servant de base à l'analyse comparative des niveaux de dotation

Coordination du soutien au Groupe de l'utilisation rationnelle des ressources du Département de l'appui aux missions pour l'aider à dresser un ensemble de grands projets en matière d'économies de ressources à mettre en œuvre dans toutes les missions

10 Visites ayant permis de fournir sur place un appui à l'établissement des budgets du Centre de services régional à Entebbe (2), de la MINUSS, de la MINUSTAH et de l'UNSOA, aux activités de liquidation de la MINUS et à l'amélioration de la gestion financière du Centre de services régional à Entebbe (2), de la MINUSTAH et de l'UNFICYP

Oui Des orientations ont été fournies à toutes les opérations de maintien de la paix pour l'application des normes IPSAS dans le cadre de vidéoconférences et téléconférences périodiques conjuguées à des activités de formation et à des instructions propres à chaque mission; l'outil de gestion du projet a permis de suivre régulièrement les progrès réalisés en vue du passage aux normes IPSAS.

5 visites en prévision de l'application des normes IPSAS à la BSLB/Centre de services mondial, à la FINUL (2), à la MINUL et à l'ONUCI

5 vidéoconférences sur l'outil de gestion du projet IPSAS pour aider les missions à se préparer au passage aux normes IPSAS

3 téléconférences avec des missions sur la vérification physique et l'inventaire des biens immobiliers

5 instructions majeures aux missions sur : la mise en place d'équipes locales chargées de l'application des normes IPSAS et la direction du projet; le lancement de l'outil de gestion du projet; la formation sur ordinateur et la formation dirigée aux normes IPSAS; l'inventaire des biens immobiliers; et les mesures à prendre pour donner suite aux observations d'audit

<p>Formation dispensée à 85 spécialistes des finances issus de 12 opérations de maintien de la paix sur les outils et modalités de gestion financière des missions</p> <p>Gestion administrative des activités financières résiduelles pour 3 missions en cours de liquidation, y compris l'établissement des états financiers, le suivi des paiements en instance et des différends financiers en cours, et l'exécution des démarches administratives restantes</p>	<p>90 rapports mensuels examinés concernant les progrès réalisés dans l'ensemble des missions en vue du passage aux normes IPSAS</p> <p>1 atelier sur la mise en application des normes IPSAS à l'intention de toutes les missions, notamment de 32 fonctionnaires issus de toutes les missions de maintien de la paix</p> <p>Sessions d'évaluation (au moyen du logiciel WebEx et de téléconférences) avec certaines missions pour valider 7 futurs processus sous Umoja concernant les fonctions financières et 2 concernant les fonctions budgétaires</p> <p>14 documents soumis par les missions examinés en vue de la première présentation trimestrielle de l'inventaire des biens immobiliers</p> <p>Oui Des fonctionnaires issus de toutes les missions de maintien de la paix ont été formés et ont reçu un certificat de formateur aux normes IPSAS leur permettant d'enseigner dans leurs missions respectives. En outre, 37 fonctionnaires du Département de l'appui aux missions ont été formés dans le cadre de stages dirigés.</p> <p>Oui Des états financiers mensuels ont été produits pour la MINUEE, la MINURCAT, la MINUS, la MINUSIL, la MONUA et l'ONUB. Les activités financières résiduelles de la MINUEE, la MINURCAT et la MINUS ont fait l'objet d'un suivi administratif visant à résoudre les questions de facturation, les affaires de cession de matériel et de recouvrement des sommes dues.</p>
--	--

c) Division du personnel des missions

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Constitution de 528 listes de candidats de 24 groupes professionnels, soit environ 3 500 candidats présélectionnés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions et pouvant être nommés immédiatement aux postes vacants des missions</p>	<p>Oui</p>	<p>12 330 candidats des 24 groupes professionnels ont été autorisés à figurer sur les listes.</p> <p>Le nombre de candidats plus élevé que prévu est le résultat d'une campagne de recrutement menée à l'intention du personnel des services extérieurs aux classes FS-4 et FS-5.</p>

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de réunions d'experts destinées à faire passer un entretien à 4 500 candidats et placer 3 000 candidats présélectionnés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions sur les listes des différents groupes professionnels	Oui	2 581 entretiens ont été organisés. Il y en a eu moins que prévu parce qu'une vaste campagne de recrutement a été organisée en direction du personnel des services extérieurs pendant l'exercice considéré et que la procédure de recrutement ne prévoyait pas d'entretien avec les candidats aux postes des classes FS-3, FS-4 et FS-5 (une évaluation écrite suffisait). 12 330 candidatures ont été approuvées et ajoutées aux listes.
Appui administratif direct (concernant notamment le recrutement, les voyages et la gestion des contrats, des salaires, des indemnités, des demandes de remboursement et des droits à prestations) correspondant à 49 fonctions du Système intégré de gestion (SIG) pour l'ensemble des opérations hors siège, et à 79 fonctions pour celles qui ne disposent pas des pleins pouvoirs en matière de gestion des ressources humaines, fourni à 7 900 fonctionnaires recrutés sur le plan international et appui en matière de voyages fourni à 2 300 observateurs militaires et 13 000 membres du personnel de police	Oui	Un appui administratif direct a été fourni à 7 760 fonctionnaires recrutés sur le plan international. En outre, 22 869 formules de notification administrative ont été traitées dans le SIG (dont 12 570 au Siège, pour le compte des missions, et 10 299 dans les missions).
Examen de 29 processus opérationnels relatifs à l'administration des prestations et avantages, et élaboration d'un plan de transition vers l'intégration des activités de gestion des ressources humaines, dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions	Oui	29 processus opérationnels susceptibles d'être transférés aux missions et au Centre de services mondial ont été examinés.
Assistance fournie à 2 000 membres du personnel des missions sur des questions d'orientation professionnelle, d'organisation des carrières, de mobilité ou autres, par courriel et sur le site Web de l'organisation des carrières	Oui	Accompagnement suivi des carrières de plus de 2 000 membres du personnel des missions (par courriel et téléphone ou dans le cadre d'entretiens individuels)
Mise en œuvre du dispositif de gestion des carrières, assorti de parcours professionnels types dans des groupes professionnels pilotes, que peut consulter tout le personnel, au Siège comme sur le terrain	Oui	L'accent étant mis sur les fonctions essentielles aux missions, la définition de parcours types, en termes de carrière comme d'apprentissage, au sein d'une même fonction ou entre plusieurs fonctions et entre plusieurs groupes professionnels, est toujours envisagée dans le cadre du vaste dispositif de gestion des carrières de l'Organisation.

Organisation de 5 ateliers de sensibilisation et forums de recrutement dans des États Membres, représentation des missions dans 2 salons de l'emploi spécialisés et organisation de 3 initiatives de prospection à distance pour les opérations sur le terrain

Outils d'informatique décisionnelle destinés à l'analyse stratégique – mesures pour le volet recrutement du système de gestion des aptitudes (recrutement, sélection et accueil des nouveaux membres du personnel) – et à la gestion prévisionnelle des effectifs

Adoption d'un programme complet de formation et de certification en ligne, en liaison avec une institution agréée, et certification de 25 % des spécialistes de la gestion des ressources humaines

Adoption du module d'Inspira permettant la gestion en ligne des affectations des membres du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, du système e-Performance, module d'Inspira permettant le suivi du comportement professionnel de l'ensemble du personnel des services extérieurs, et du module d'apprentissage en ligne d'Inspira, destiné à l'ensemble du personnel des services extérieurs

Examen de la structuration organisationnelle, de la dotation en effectifs, des fonctions, des classes d'emploi, de la catégorie et du nombre d'agents dans toutes les missions

6 Ateliers de sensibilisation ont été organisés : 2 dans des États Membres et 4 lors de forums de recrutement.

Participation à 1 salon de l'emploi (International Women in Aviation)

5 initiatives de prospection à distance destinées à des publics précis (1 pour des arabophones, 2 pour des postes de directeur à la MONUSCO, 1 pour un poste de directeur à la MINUSTAH et 1 pour les listes de candidats spécialistes du budget et des finances au *Financial Times*).

Oui De nouvelles présentations des données sur la gestion prévisionnelle des effectifs et la gestion du tableau d'effectifs ont été créées dans la plateforme Nucleus. Un modèle destiné à évaluer l'efficacité globale du système de recrutement à partir de fichiers de candidats a également été créé, compte tenu des taux de vacance de postes et de l'effectif mondial.

Plusieurs outils d'informatique décisionnelle essentiels permettant de mieux rendre compte de la gestion du tableau d'effectifs, de la représentation équilibrée des hommes et des femmes et du renouvellement du personnel, ont été mis au point.

Oui Un programme complet de formation et de certification en ligne organisé en liaison avec une institution agréée a été adopté dans les missions.

26,2 % de tous les spécialistes des ressources humaines en activité ont obtenu la certification e-Cornell.

Oui Le système e-Performance d'Inspira a été mis en service partout dans le monde. Tous les membres du personnel sont tenus de l'utiliser depuis le 1^{er} avril 2012.

Oui L'examen a été réalisé pendant l'établissement du budget de chaque mission.

d) Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Application de toutes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes relatives à la gestion de la logistique sur le terrain, qui n'ont pas été appliquées au cours de l'exercice précédent	Non	18 recommandations du Comité des commissaires aux comptes sur 41 ont été appliquées. Toutes celles de l'exercice 2009/10 ont été appliquées; 23 de l'exercice 2010/11 devraient être appliquées pour le 30 juin 2013. 13 recommandations du BSCI restent à appliquer et devraient l'être pour le 30 juin 2013.
Organisation de 12 visites préalables au déploiement dans les pays fournissant des contingents et des effectifs de police, destinées à évaluer les moyens de soutien logistique et à indiquer aux États Membres si les diverses catégories de matériel majeur et de services relevant du soutien logistique autonome sont suffisantes	6	Visites préalables au déploiement ont été effectuées. Il y en a eu moins que prévu car il y a eu moins de nouveaux pays à fournir des contingents.
Organisation de 15 séances d'information sur le soutien logistique et technique à l'intention des missions permanentes et des délégations des pays fournissant des contingents ou des effectifs de police	19	Séances d'information ont été organisées. Le produit réalisé dépasse les prévisions en raison d'un nombre de demandes plus important que prévu de la part des missions permanentes et des délégations nationales.
2 séances d'information organisées dans le cadre de conférences régionales ou internationales et 12 à l'intention des pays fournissant des contingents ou des effectifs de police sur le concept de soutien sanitaire dans les opérations de maintien de la paix	4 11	Séances d'information ont été organisées lors de conférences régionales ou internationales. Séances d'information ont été organisées à l'intention des pays fournissant des contingents ou des effectifs de police et 1 à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.
Accord conclu avec l'Union africaine, prévoyant un appui et des conseils techniques sur la mise en œuvre du Programme frontière de l'Union africaine, en particulier sur la délimitation des frontières, la cartographie des frontières, les systèmes d'information sur les frontières et le transfert à l'Union africaine du système d'information géospatiale	Oui	Dans le cadre de l'accord conclu avec l'Union africaine, un appui et des conseils techniques ainsi que des données géospatiales ont été fournis en vue de la mise en œuvre du Programme frontière et dans le cadre de la troisième Conférence des ministres africains chargés des questions de frontières, en particulier en ce qui concerne la démarcation des frontières, l'analyse des lignes de partage

des eaux en vue de la démarcation, les cartes satellite nécessaires à la cartographie des frontières et les systèmes d'information sur les frontières, et le système d'information géospatiale a été transféré à l'Union africaine.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Suivi de 153 contrats-cadres de services logistiques destinés aux missions actuellement en vigueur	131	<p>111 contrats-cadres gérés par le Siège ont fait l'objet d'un suivi.</p> <p>20 contrats-cadres gérés par le Bureau régional d'achat ont fait l'objet d'un suivi.</p> <p>En outre, 13 contrats d'approvisionnement en rations et 14 contrats d'approvisionnement en carburant gérés par les missions ont fait l'objet d'un suivi.</p>
2 projets de nouveaux modules de services, l'un pour les camps de 200 hommes et l'autre pour les capacités de soutien, destinés à faciliter la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions	Oui	<p>La conception d'un camp de 200 hommes et la première étape de la modification de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide ont été menées à bien, conformément au concept d'organisation en modules.</p> <p>Capacités de soutien de l'ONU : des équipes d'appui aux missions ont été créées au Centre de services mondial de la Base de soutien logistique des Nations Unies.</p> <p>Capacités de soutien commerciales : un groupe de travail constitué d'experts de la Division du soutien logistique, du Centre de services mondial de la Base de soutien logistique et des missions, et chargé de définir les prestations à fournir, a été créé. Il a adapté les prestations des capacités de soutien de manière à les faire porter uniquement sur l'aménagement du terrain, la construction et la mise en service, et non plus sur l'exploitation et la maintenance et la mise hors service. Il a terminé sa tâche en décembre 2012, comme prévu.</p> <p>Les travaux menés pour aider les États Membres à fournir ou intégrer les capacités nécessaires pour faciliter le déploiement rapide de camps devraient être achevés pour le 30 juin 2013.</p>

Élaboration de 3 mémorandums d'accord et de 3 accords types sur les services communs destinés à constituer le cadre de coopération et de coordination des activités d'appui des organismes, fonds et programmes des Nations Unies qui collaborent aux missions intégrées, dans le cadre de la coprésidence du groupe thématique du Groupe directeur pour une action intégrée

Non Le mémorandum d'accord global qui doit lier le Secrétariat et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies est en cours d'élaboration et sera suivi d'autres accords à l'échelle des missions. Le Groupe de travail chargé des questions d'appui crée des modèles permettant de partager plusieurs services d'appui. De la même façon, le Groupe de travail chargé des questions médicales met la dernière main à un accord sur les services communs en matière de soutien sanitaire, qui sera mis en œuvre à titre expérimental au Soudan du Sud. Ce mémorandum d'accord devrait être signé début ou mi-2013. Le retard pris tient au fait que le niveau et le type de services à fournir font encore l'objet de débats et de négociations.

Révision et mise à jour du catalogue du matériel médical qui fait partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide

Oui La composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide et le catalogue des équipements ont été révisés et mis à jour pour ce qui concerne le matériel médical.

Élaboration de cartes numérisées à échelles allant de 1/1 000 000 à 1/10 000 000

Oui La première version des cartes numérisées (projet cartographique de l'ONU) à l'échelle de 1/1 000 000 est terminée; les versions intermédiaires aux échelles de 1/5 000 000 et 1/10 000 000 sont en cours d'élaboration.

Réorganisation de deux segments essentiels du parc d'aéronefs du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (les avions-cargos à grosse charge utile et les hélicoptères) dans 12 missions de maintien de la paix

Non La réorganisation du parc d'hélicoptères devrait commencer lorsque la transition entre deux types de procédures d'achat de services aériens – l'appel d'offres et l'invitation à soumissionner – sera terminée. Dans le cadre de l'accord de services de gestion conclu entre l'OACI et l'ONU, l'OACI a été invitée à aider à opérer cette transition. Elle devrait formuler ses recommandations début 2013, et la transition s'achever en 2014. Les Sous-Secrétaires généraux du Département de l'appui aux missions et du Bureau des services centraux d'appui devraient être informés de l'état d'avancement des opérations en décembre 2012.

Dans l'intervalle, la charge utile des avions-cargos a été revue à la baisse afin de rentabiliser les forces et moyens prêts à être activés pour prêter appui à l'ensemble des opérations de maintien de la paix. Le parc d'avions-cargos de la MONUSCO et le parc d'hélicoptères de la MINUAD ont également été réorganisés.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Organisation de 8 tournées sur la sécurité aérienne dans les missions auxquelles des aéronefs ont été attribués, le but étant de vérifier que les normes des Nations Unies et les normes et pratiques internationales recommandées sont mises en œuvre et de s'assurer que le principe de gestion des risques opérationnels est pleinement respecté</p>	11	<p>Tournées ont été effectuées.</p> <p>Le produit est plus important que prévu car des tournées qui n'étaient pas prévues ont été effectuées – au Bureau régional de la sécurité aérienne de la Base de soutien logistique des Nations Unies et dans 2 missions, la FINUL et l'UNFICYP – à la suite des recommandations que le BSCI avait formulées à l'issue de son audit de la supervision de la sécurité aérienne.</p>
<p>Organisation de 8 visites d'évaluation logistique dans les missions, le but étant de fournir des orientations sur la planification des phases d'expansion, de transition, de fonctionnement stabilisé ou de liquidation des missions, et de 6 visites d'évaluation des prestataires de services auprès des autorités nationales de l'aviation civile et des transporteurs aériens agréés par l'ONU</p>	7	<p>Visites d'évaluation ont été effectuées.</p> <p>Il y a eu moins de visites que prévu car l'une d'entre elles a posé des difficultés administratives.</p>
<p>Établissement de plans de soutien destinés à aider 6 missions à passer d'une phase à la suivante (démarrage, fonctionnement stabilisé, réduction progressive et liquidation)</p>	5	<p>Visites d'évaluation des transporteurs aériens ont été effectuées.</p> <p>Il y a eu moins de visites que prévu car les ressources disponibles ont été réaffectées aux tournées d'évaluation de la sécurité aérienne à effectuer à la Base de soutien logistique, à l'UNFICYP, à la FINUL et à la MONUSCO (à la suite d'un accident d'avion). Le reste des visites devrait avoir lieu au cours de l'exercice 2012/13.</p>
<p>Réalisation de 10 évaluations techniques du matériel médical dans les missions, et organisation de visites médicales préalables au déploiement dans 3 pays fournissant des contingents et des effectifs de police</p>	5	<p>Plans de soutien ont été mis au point pour la MINUSS, la FISNUA, la MISNUS, la MINUT et la MINUL.</p> <p>Visites d'évaluation technique ont été effectuées.</p> <p>Visites médicales préalables au déploiement ont été effectuées dans 2 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police.</p> <p>Le produit est inférieur aux prévisions car les besoins opérationnels n'ont pas justifié le nombre prévu de visites d'évaluation technique et d'inspection avant déploiement.</p>
<p>Adoption d'une politique globale de l'eau qui donne des orientations pour la mise en valeur et la gestion de l'eau et le contrôle de sa qualité dans 12 opérations de maintien de la paix, en particulier la localisation des sources, la filtration, la</p>	Non	<p>La politique globale de l'eau n'a pas été adoptée car les effectifs disponibles ont été affectés à d'autres activités prioritaires – appui direct aux missions sur le plan opérationnel et technique, stratégie globale d'appui aux</p>

purification, la distribution, l'utilisation et le recyclage de l'eau, et le traitement des eaux usées

Réalisation de 4 évaluations techniques dans les missions pour mesurer l'avancement des chantiers de construction et des projets techniques et vérifier la qualité des biens et l'efficacité des services obtenus par contrats-cadres

Mise en place et application de mécanismes de gestion des rations en fonction des recettes et des menus dans deux missions (la MINUAD et la MONUSCO), et organisation d'un stage de formation sur les nouvelles procédures de commande de vivres et les nouveaux systèmes de contrôle à l'intention des préposés aux vivres et aux rations et du personnel des fournisseurs

Mise en place d'un catalogue centralisé des biens non durables dans toutes les missions

Diffusion de directives sur l'application des recommandations formulées en 2011 par le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents dans toutes les missions dotées d'un tel matériel

Exécution et suivi d'un contrat pluriannuel d'affrètement à long terme d'un avion gros porteur destiné à faciliter les mouvements stratégiques des contingents (relève, déploiement, rapatriement) et la relève des contingents dans l'ensemble des missions de maintien de la paix

Réaménagement du plan de relève des contingents relevés à l'aide des moyens d'appui aérien régionaux, dans 7 missions de maintien de la paix

Élaboration d'une directive et d'une note d'orientation type sur la coordination des campagnes de sécurité routière à l'intention de 12 missions de maintien de la paix

missions, normes IPSAS et Umoja. La politique de l'eau devrait être adoptée en août 2013.

- 4 Évaluations techniques ont été réalisées.
- Oui Les mécanismes de gestion des rations en fonction des recettes et des menus ont été mis en place à la MINUSTAH, et les préposés aux vivres et aux rations et le personnel des fournisseurs ont reçu une formation.
À la MINUAD et à la MONUSCO, ces mécanismes ont été prêts à la fin de l'exercice 2010/11, après l'établissement de la version définitive du budget..
- Non La mise en place du catalogue dans les missions a été achevée en septembre 2012.
- Oui Des directives sur l'application des recommandations adoptées ont été diffusées dans les missions par courrier électronique et dans le cadre des ateliers sur le matériel appartenant aux contingents organisés en juin 2012, auxquels a participé le personnel compétent des missions.
- Non Du retard a été pris car il a fallu préciser l'invitation à soumissionner et prospector les fournisseurs, ce qui a allongé les délais habituels de la procédure d'achat. Conclu début juillet 2012, le contrat sera exécuté et fera l'objet d'un suivi pendant l'exercice 2012/13.
- Oui Le plan de relève a été réaménagé dans 7 missions (UNSOA, MINUAD, MINUSS, FISNUA, MONUSCO, ONUCI et MINUL) de manière à permettre aux moyens aériens régionaux gérés par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements d'assurer la relève des contingents des pays qui en fournissent en Afrique.
- Non La directive et la note d'orientation type sur la coordination des campagnes de sécurité routière ont été mises au point et intégrées au projet de manuel sur la sécurité routière dans les missions, qui doit être adopté pour décembre 2012. Le retard s'explique par le fait que la priorité a été donnée à d'autres activités du Département.

Réalisation de 4 audits et inspections dans des missions de maintien de la paix, dans le cadre du programme d'assurance qualité du transport aérien mis en œuvre par le Département

Oui 4 audits et inspections ont été réalisés dans le cadre du programme d'assurance qualité du transport aérien mis en œuvre par le Département (la MINUT, la MINUSTAH, l'ONUCI et la MONUSCO).

e) Division de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui complet dans le domaine de l'informatique et des communications fourni aux opérations de maintien de la paix établies par le Conseil de sécurité	Oui	Les directives de la préparation des missions intégrées sur le démarrage des missions ont été suivies, les stocks stratégiques pour déploiement rapide ont été reconstitués et l'équipe chargée du déploiement rapide des systèmes informatiques et des communications a été utilisée à Brindisi pour prêter appui aux missions, selon les besoins.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide fournie à toutes les opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM dans le domaine de l'informatique et des communications sous forme de services d'assistance technique par téléphone, d'un appui au fonctionnement du réseau des missions, d'applications mises à la disposition des missions et de dispositifs de continuité des opérations et de reprise après sinistre	Oui	Un appui dans le domaine de l'informatique et des communications a été fourni à toutes les opérations de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM.
4 000 services d'audio- et de vidéoconférence fournis aux missions et à d'autres entités des Nations Unies, notamment sous forme d'un appui technique et d'un soutien opérationnel aux activités courantes	4 811	Services d'audio- et de vidéoconférence ont été assurés. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison d'une demande de services de vidéoconférence plus importante que prévu.
Contrôle du cahier des charges et évaluation technique de 8 nouveaux contrats-cadres et supervision et administration de 35 contrats-cadres existants relatifs aux services et au matériel informatiques et de communication	Oui	Les cahiers des charges et les évaluations techniques de 8 nouveaux contrats-cadres ont été réalisés et 33 contrats-cadres existants ont été supervisés et administrés, en plus de 2 contrats-cadres établis par d'autres bureaux mais gérés par la Division.

<p>Mise à l'essai et actualisation des plans antisinistre des missions et organisation de 4 exercices de simulation de reprise des activités après un sinistre</p>	<p>Oui Les modèles de plan antisinistre et de continuité des opérations des services de l'informatique et des communications de toutes les missions ont été actualisés et des exercices de simulation de reprise après un sinistre ont été réalisés dans 4 missions : la MINURSO, la MONUSCO, la FINUL et la MINUT.</p>
<p>Diffusion dans 12 opérations de maintien de la paix d'un modèle normalisé de configuration de réseau, notamment supervision et accompagnement technique destinés à mieux relier la Base de soutien logistique aux missions</p>	<p>Oui Des directives sur une configuration de réseau normalisée ont été diffusées dans toutes les opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Mise en place dans toutes les opérations de maintien de la paix d'une solution type d'évaluation des risques et des menaces destinée à stimuler la collaboration et à instituer une gestion des risques structurée entre les différentes fonctions au sein des missions</p>	<p>En partie Le tableau de bord du système de contrôle des missions mis en place dans toutes les missions donne une vue d'ensemble structurée des indicateurs de résultats correspondant à différentes activités opérationnelles menées sur le terrain.</p> <p>La base de données complète des effectifs militaires et de police permet d'automatiser, de rationaliser et de moderniser les procédures de collecte, de stockage, de contrôle et de communication des données relatives aux agents en tenue des missions. Elle a été mise au point à la Base de soutien logistique et mise à la disposition de toutes les missions fin novembre. Le retard pris dans son déploiement s'explique par le fait que les priorités opérationnelles ont changé et qu'il n'a pas été possible d'assurer la relève des coordonnateurs et des parties prenantes.</p>
<p>Mise en service d'une application permettant de mieux apprécier la situation et de localiser l'ensemble du personnel en tenue des opérations de maintien de la paix</p>	<p>Non Mise à l'essai à la FINUL à titre expérimental, l'application a bien fonctionné. Faute de ressources, elle n'a pas pu être déployée dans toutes les missions.</p>
<p>Mise en service d'un système électronique de suivi devant permettre au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions de recueillir des données relatives à la formation, et diffusion de ce système dans 12 opérations de maintien de la paix à l'aide de techniques d'apprentissage en ligne</p>	<p>En partie Le système de gestion des formations en ligne est une application Web qui permet de gérer les stages de formation, le cycle de formation et les registres de formation de toutes les catégories de personnel, dans les missions et au Siège. Les priorités opérationnelles ayant changé, le système a été mis en service dans 8 missions. Il sera déployé dans les autres missions au cours de l'exercice 2012/13.</p>

Mise en service, au Siège, de 3 applications d'appui à la gestion des informations institutionnelles du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, en collaboration avec les missions et avec leur soutien

Installation de 3 applications visant à faciliter la collaboration sur le terrain entre les opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM

Organisation de 11 conférences et réunions sur les meilleures pratiques en matière d'informatique et sur la coopération internationale visant à renforcer les politiques, structures et systèmes, et contribution à l'amélioration de tous les aspects des missions de maintien de la paix

3 Applications ont été mises en œuvre ou améliorées : l'outil d'information Web du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, la version 5 de l'intranet des opérations de maintien de la paix et le système de gestion stratégique.

3 Applications ont été mises en œuvre pour faciliter la collaboration sur le terrain entre les opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM

11 Conférences et réunions ont été organisées.

C. Département de la gestion

1. Budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Offre de services d'appui fonctionnel et technique à l'occasion de 110 séances officielles et officieuses de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, notamment des conseils sur les procédures, ainsi que pour l'élaboration de 30 projets de résolution et de 30 rapports de la Commission devant être soumis à l'Assemblée générale pour adoption	182	Réunions officielles et officieuses de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix se sont tenues et des avis portant sur les procédures ont été émis. En outre, un certain nombre de consultations « informelles » sur le maintien de la paix ont eu lieu et ont bénéficié de services d'appui.
	37	Projets de résolution ou décision ont été élaborés et adoptés par la Cinquième Commission.
	33	Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale.
Élaboration à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation et de 25 notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix	Oui	Le programme de travail a été mis à jour avant, pendant et à la clôture de chaque session.
	24	Notes de procédure ont été élaborées sur les questions relatives au maintien de la paix.

Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix	<p>3 Notes ont été publiées sur l'état de préparation de la documentation de la Cinquième Commission.</p> <p>Oui 2 sites Web ont été administrés et mis à jour en permanence (actualisation hebdomadaire et quotidienne du site Web destiné au public pendant les sessions et organisation, présentation et tenue à jour de plus de 2 400 pages d'informations supplémentaires concernant le maintien de la paix sur l'outil e-Room de la Cinquième Commission).</p>
--	--

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 95 réunions du Comité des marchés du Siège et de 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel	97	Réunions du Comité des marchés du Siège ont été tenues.
Examen chaque année de 700 opérations d'achat et de 400 opérations de liquidation de biens	591	Opérations d'achat ont été examinées.
Organisation de 20 stages de formation destinés à des membres des comités locaux des marchés et des comités locaux de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix	306	Opérations de liquidation de biens ont été examinées.
Organisation, tous les 2 ans, de la conférence des présidents des comités des marchés	20	Stages de formation ont été organisés.
Inscription de 100 membres du personnel au cours de formation en ligne du Comité des marchés du Siège	1	Conférence a été organisée.
Inscription de 100 participants au réseau de praticiens du Comité des marchés du Siège	443	Personnes inscrites. Le nombre des inscriptions a augmenté parce que les modules formation en ligne sont devenus obligatoires dans les cours de formation organisés par les comités locaux des marchés.
3 visites d'évaluation dans les missions en vue de contrôler et d'évaluer le fonctionnement des comités locaux des marchés	174	Participants inscrits. L'augmentation du nombre des participants est imputable au dynamisme dans la recherche de contacts avec le personnel des missions et au désir des comités locaux des marchés de participer au réseau de praticiens.
	3	Missions d'évaluation ont été réalisées à la MINUSTAH, à la MINUL et à l'ONUCI.

Prestation de services au secrétariat du Comité d'examen des adjudications, concernant notamment l'examen de 20 affaires et l'organisation d'un atelier sur les pratiques optimales

Réalisation de sondages auprès des clients pour déterminer l'efficacité des projets d'appui à la gestion mis en œuvre au profit des missions de maintien de la paix, en particulier dans les domaines de l'amélioration des modes de fonctionnement, de la gestion du changement et de la structuration organisationnelle

Mise en place, dans les services du Siège s'occupant du maintien de la paix, d'un programme visant à renforcer les capacités et couvrant 3 domaines afin d'améliorer les processus opérationnels

Formulation, au nom du Secrétaire général, de 87 décisions motivées indiquant si une demande de contrôle hiérarchique adressée par des membres du personnel des missions est recevable et, si tel est le cas, si les décisions administratives contestées sont conformes aux règles et directives applicables

Formulation de 5 décisions motivées concernant les demandes de suspension de l'exécution des décisions dont est saisi le Secrétaire général, qui concernent des affaires impliquant le licenciement d'agents de maintien de la paix

Recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix et publications d'orientations sur la base des enseignements

10 Plaintes relatives à des soumissions ont été reçues et examinées.

En raison du petit nombre d'affaires examinées par les experts, l'expérience acquise était insuffisante pour justifier l'organisation de l'atelier prévu. À la place, le Greffier et le personnel du Comité d'examen des adjudications ont tenu une séance de réflexion avec un petit nombre d'experts.

Oui Des évaluations qualitatives et quantitatives de l'efficacité des activités relatives au projet Umoja ont été réalisées dans le cadre d'ateliers structurés et d'enquêtes.

Oui Des programmes de renforcement des capacités en vue de préparer le déploiement d'Umoja ont été élaborés et mis en œuvre dans 3 pays et ont accueilli 115 participants venus de missions de maintien de la paix, du Bureau de soutien logistique, du Centre de services régional d'Entebbe et du Siège.

262 Décisions motivées ont été formulées.

Leur nombre est en augmentation, en conséquence de l'accroissement des demandes de l'Administration.

12 Recommandations motivées ont été formulées concernant 20 demandes; dans 8 affaires, les demandes de suspension de l'exécution n'ont plus eu raison d'être, parce que le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies a été saisi ou qu'il ne leur a pas été donné suite.

3 Problèmes systémiques ont été recensés.

Publication, en janvier 2012, d'un guide sur les enseignements tirés s'agissant des procédures disciplinaires.

Rapports semestriels pour les exercices allant du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011 et du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012 (les rapports concernent 8 problèmes systémiques au total).

b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes gouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
26 rapports sur l'exécution du budget et sur les prévisions budgétaires de 13 opérations en cours; 2 rapports sur l'exécution du budget de la MONUG et de la MINURCAT; et 1 rapport sur la liquidation des actifs de la MINUEE	28	14 rapports sur l'exécution du budget et 14 rapports sur les prévisions budgétaires des opérations en cours ont été établis.
	1	Autorisation d'engagement de dépenses a été accordée (MISNUS).
	4	Budgets ou budgets révisés ont été établis pour l'exercice 2011/12 pour la FISNUA, la MINUS, la MINUSS et l'ONUCI.
	2	Arrangements financiers ont été approuvés pour l'exercice 2011/12 (MONUSCO et MINUK).
	1	Rapport a été établi sur la liquidation des actifs de la MONUG.
	1	Rapport final sur l'exécution du budget de la MINUEE a été établi.
1 rapport faisant le point sur la situation financière actualisée de 23 missions terminées	1	Rapport faisant le point de la situation financière actualisée de 23 missions dont le mandat a pris fin a été établi.
8 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, dont le rapport d'ensemble, le rapport sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et le rapport sur la Base de soutien logistique des Nations Unies	9	Rapports et notes ont été établis. 1 note supplémentaire sur les ressources approuvées pour les opérations de maintien de la paix au titre de l'exercice 2011/12 a été publiée à l'issue d'adoptions d'autres mesures de financement par l'Assemblée générale au cours de la partie principale de sa soixante-sixième session, au sujet de la MONUSCO, de la FISNUA, de la MINUS, de la MINUSS et de l'ONUCI.
17 dossiers d'information complémentaires remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur 13 opérations de maintien de la paix en cours, sur l'exécution du budget de la MINURCAT et de la MONUG, de la Base de soutien logistique et du compte d'appui	24	Dossiers d'information complémentaires sur 14 opérations en cours, sur l'exécution du budget de la MINURCAT et de la MINUS, le rapport sur la liquidation des actifs de la MONUG, les arrangements budgétaires et financiers au titre de l'exercice 2011/12 pour la MONUSCO, la FISNUA, la MINUS, la MINUSS et l'ONUCI ainsi que le compte d'appui et la Base de soutien logistique ont été établis.

Examen des questions d'organes délibérants relatives à 13 opérations en cours, à la Base de soutien logistique des Nations Unies, à la MINURCAT, à la MONUG et au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix ainsi que de questions interdisciplinaires et coordination des réponses	2 717	Pages de réponse écrites aux questions soulevées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission.
3 états financiers consolidés et 45 états financiers individuels accompagnés de 14 tableaux et notes relatives aux états financiers	3	États financiers consolidés ont été établis.
	48	États financiers individuels ont été établis.
	19	Tableaux ont été publiés.
Mise en ligne d'informations concernant la situation des contributions, y compris les récapitulatifs et les contributions mises en recouvrement non acquittées	Oui	Mise en ligne sur le portail des contributions, à l'intention des États Membres et des utilisateurs des bureaux des Nations Unies, d'informations concernant la situation des contributions et de récapitulatifs.
Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'informatique budgétaire et financière; organisation des données et gestion des systèmes; administration des réseaux locaux	Oui	Les systèmes continuent d'être mis à jour, maintenus et utilisés et les réseaux locaux continuent à être administrés, l'appui étant rationalisé.
Tenue du plan comptable et des autres tableaux financiers de référence du SIG; développement et perfectionnement d'applications ad hoc	Oui	Le SIG et les tableaux financiers de référence ont été tenus à jour. Des applications ont été conçues aux fins de l'interface SIG/SWIFT, des cartes de téléphone prépayées et des applications aux fins du traitement des dossiers de voyage ont été mises au point.
Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière	Oui	Les rapports de gestion financière ont été améliorés en permanence pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives adressées à 13 opérations hors Siège, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et à 11 départements et bureaux du Siège sur l'élaboration des propositions budgétaires et des rapports sur l'exécution du budget, notamment sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les politiques et procédures, la budgétisation axée sur les résultats et les recommandations des organes délibérants, et la création des fonds d'affectation spéciale correspondants, grâce, entre autres, à l'organisation, en coopération avec les représentants de la Division du budget et des finances du Département de l'appui aux missions	Oui	14 opérations en cours, la MINURCAT, la MINUS, la MONUG et la MINUEE, ainsi que le compte d'appui et la Base de soutien logistique des Nations Unies ont reçu des instructions sur l'établissement des rapports sur l'exécution des budgets de l'exercice 2010/11 et des projets de budget pour l'exercice 2012/13. D'autres instructions concernant l'établissement des budgets et arrangements financiers révisés de l'exercice 2011/12 ont été envoyées à la MONUSCO, à la FISNUA, à la MINUK, à la MINUS, à la MINUSS et à l'ONUCI. Des directives supplémentaires ont été fournies régulièrement.

d'un atelier destiné aux fonctionnaires des opérations hors Siège en charge du budget et d'une réunion d'information destinée aux départements et bureaux du Siège sur l'établissement du projet de budget du compte d'appui

Visites locales effectuées dans 4 opérations hors Siège pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance sur place concernant les questions budgétaires et financières

Émission de 300 autorisations de financement destinées aux opérations sur le terrain, à la Base de soutien logistique des Nations Unies, aux départements et bureaux du Siège et aux fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix

Autorisations de dotation en effectifs destinées à 13 opérations sur le terrain, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et à 11 départements et bureaux du Siège

20 rapports financiers destinés aux donateurs des fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix

Organisation et tenue de vidéoconférences avec des opérations hors Siège et la Base de soutien logistique des Nations Unies, selon que de besoin, sur les hypothèses budgétaires en suspens et les questions de justification qui se posent lors de l'établissement de la version définitive d'un budget ou d'un rapport sur son exécution

Organisation de formations à l'intention du personnel d'une opération hors Siège sur l'utilisation du mécanisme de contrôle des fonds

Conseils aux opérations de maintien de la paix sur le Règlement financier et les règles de gestion

Un exposé a été fait aux départements et bureaux du Siège sur la préparation des prévisions budgétaires relatives au compte d'appui.

L'atelier qui devait être organisé en coopération avec les représentants de la Division du budget et des finances du Département de l'appui aux missions, à l'intention des fonctionnaires des opérations hors Siège en charge du budget n'a pas eu lieu, en raison d'autres priorités de travail.

2 Visites effectuées à la MINUSS et au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
Les autres visites prévues ont été annulées parce qu'elles n'étaient plus nécessaires.

517 Autorisations de financement ont été accordées.
L'augmentation du nombre des autorisations est imputable au report des crédits alloués aux fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix au début de l'exercice biennal.

30 Autorisations de dotation en effectifs ont été accordées, dont 18 à 14 missions, à l'UNSOA et à la Base de soutien logistique des Nations Unies et 12 au titre du compte d'appui.

56 Rapports financiers et autres communications financières ont été établis.
L'augmentation du nombre des documents est imputable aux travaux intensifs concernant les fonds d'affectation spéciale des missions de maintien de la paix dont le mandat s'est achevé.

3 Téléconférences/réunions ont été organisées avec l'UNSOA.
Pour les autres opérations de maintien de la paix sur le terrain, toutes les questions liées à l'établissement et à l'exécution de budgets ont été réglées par voie de correspondance; en conséquence, il n'a pas été nécessaire d'organiser des téléconférences.

Non Cette formation n'a pas été dispensée, faute de disposer de formateurs.

Oui Le Guide de procédures financières à l'usage des missions a été révisé et publié.

financières, les politiques, procédures et pratiques comptables et les questions d'assurance

D'importantes révisions ont concerné les traitements et prestations diverses et les procédures de recouvrement des coûts concernant les ressources fournies aux contingents militaires.

Des directives relatives aux questions financières ont été fournies de manière continue à l'occasion de l'examen de comptes mensuels et dans le cadre de communications bilatérales.

Des conseils ont également été dispensés au sujet des prestations dues au personnel, des ordres de versement des traitements mensuels et des avances de salaire, des instructions relatives à la clôture des comptes en fin d'exercice, des préparatifs relatifs au passage aux normes IPSAS ainsi qu'aux questions d'assurance.

Programmes de formation et directives à l'intention des services financiers des missions sur l'amélioration des contrôles internes et la suite à donner aux constatations d'audits

Oui 1 réunion a été organisée au Centre de services régional d'Entebbe avec le personnel de la MINUAD et de la MINUSS pour débattre des contrôles internes, des conclusions d'audit et des procédures de clôture en fin d'exercice financier ainsi que des préparatifs à l'application des normes IPSAS. Une visite au Centre de services mondial de Brindisi a permis de traiter des conclusions d'audit, des opérations de clôture en fin d'exercice financier et des comptes débiteurs depuis longtemps.

Sensibilisation et formation théorique concernant les normes IPSAS

615 Fonctionnaires ont reçu une formation sur l'application pratique des normes IPSAS au niveau intermédiaire, à l'occasion de sessions de formation animées par des formateurs.

Traitement de 20 000 décaissements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs

22 200 Décaissements ont été traités.

Traitement de 10 000 demandes d'indemnités pour frais d'études et d'avances à ce titre

10 878 Demandes d'indemnités pour frais d'études et d'avances à ce titre ont été traitées.

Négociation et gestion de 12 contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment l'assurance pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile

12 Contrats d'assurance concernant les opérations de maintien de la paix ont été négociés, placés et gérés.

Prestation d'assurance maladie et d'assurance-vie offerte à tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur le plan international et national remplissant les conditions requises et aux personnes à leur charge qui y ont droit

18 313 Membres du personnel et personnes à leur charge remplissant les conditions requises ont été couverts conformément aux demandes déposées.

<p>Traitement des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et des demandes examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation</p>	<p>82 Demandes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation.</p>
<p>Traitement de 4 000 liquidations de placement effectuées pour les missions de maintien de la paix conformément aux normes de la profession</p>	<p>88 Demandes ont été examinées par le Comité des réclamations des Nations Unies.</p> <p>147 Demandes d'indemnisation ont été présentées à des compagnies d'assurance, examinées, traitées ou réglées au titre des polices d'assurance concernées.</p> <p>3 890 Liquidations de placement ont été effectuées conformément aux normes de la profession.</p> <p>Ce chiffre est inférieur à ce qui était prévu en raison du regroupement de dépôts à terme au jour le jour dans un compte de passage.</p>
<p>Publication de 250 rapports journaliers, de 12 rapports mensuels et de 2 rapports semestriels sur la gestion des placements et de la trésorerie à l'intention des opérations de maintien de la paix</p>	<p>250 Rapports journaliers ont été publiés.</p> <p>12 Rapports mensuels ont été publiés.</p> <p>2 Rapports semestriels ont été publiés.</p>
<p>Envoi en temps voulu aux États Membres des avis de mise en recouvrement et de récapitulatifs détaillés concernant les contributions non acquittées</p>	<p>Oui 31 avis de mise en recouvrement et 32 récapitulatifs de crédit ont été établis et envoyés en temps voulu aux États Membres, par courrier. 174 récapitulatifs détaillés concernant les arriérés de contribution ont été adressés aux États Membres.</p>
<p>Traitement comptable de 3 000 reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions aux opérations de maintien de la paix et tenue à jour d'un état précis des contributions non réglées</p>	<p>3 390 Reçus ont été délivrés aux États Membres au titre des versements et des demandes de crédit.</p> <p>Les versements et les crédits ont été consignés dans les états relatifs aux contributions, que les États Membres peuvent consulter sur le portail des contributions.</p>
<p>Appui efficace apporté au Comité des contributions par la communication ponctuelle de toutes les données demandées</p>	<p>Oui Les 19 documents, les 78 documents de séance et les données supplémentaires demandés par les membres du Comité ont été distribués en temps voulu.</p>
<p>Délégation aux responsables des finances des missions du pouvoir d'agir en qualité d'agents ordonnateurs</p>	<p>58 Demandes de pouvoir d'ordonnancement ont été traitées.</p>
<p>Placement des fonds des opérations de maintien de la paix libellés en dollars des États-Unis, conformément aux instructions en vigueur à l'ONU</p>	<p>Oui Les fonds des opérations de maintien de la paix libellés en dollars des États-Unis ont été placés conformément aux instructions en vigueur à l'ONU.</p>
<p>Exécution d'environ 2 300 virements électroniques, 500 achats de devises et 1 000 liquidations d'opérations de placement</p>	<p>2 818 Virements électroniques ont été effectués.</p> <p>939 Achats de devises ont été effectués.</p>

	1 072	Opérations de placement ont été réglées.
Versement des montants correspondant à environ 70 000 bulletins de paie pour environ 6 000 personnes dont les postes sont imputés aux comptes des opérations de maintien de la paix	83 038	Paiements correspondant à autant de bulletins de paie ont été versés à 7 758 personnes.
Comptabilisation d'environ 2 500 paiements pour un montant de 6 milliards de dollars dans les comptes bancaires des opérations de maintien de la paix et réalisation de 600 virements pour un montant de 2,5 milliards de dollars au profit des comptes bancaires des opérations de maintien de la paix	2 376	Paiements d'un montant de 7,33 milliards de dollars ont été enregistrés dans les comptes des opérations de maintien de la paix.
Traitement d'environ 180 changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix	691	Virements, d'un montant de 2,87 milliards de dollars ont été effectués aux comptes des opérations de maintien de la paix.
Contrôle de l'exercice du pouvoir financier délégué aux opérations de maintien de la paix	384	Changements de signataire ont été traités. L'augmentation du nombre de produits est imputable aux besoins accrus des missions de maintien de la paix.
Suivi des recommandations d'audit relatives à la comptabilité et au budget des opérations de maintien de la paix	Oui	La révocation du pouvoir financier du personnel sortant a suivi immédiatement la délégation de ce pouvoir au personnel entrant, afin qu'il n'y ait pas de chevauchement.
Administration, mise à jour et exploitation de systèmes d'informatique budgétaire et financière; gestion de la structure de la base de données et contrôle du système; fonction d'administration des réseaux locaux	Oui	Les observations et recommandations d'audit ont été examinées et analysées et l'application des mesures de suivi pertinentes a été demandée à la division concernée, le cas échéant.
Tenue à jour du plan comptable et autres référentiels financiers dans le Système intégré de gestion (SIG)	Oui	Les systèmes continuent d'être mis à jour, administrés et gérés conformément aux besoins et les réseaux locaux ont été administrés et l'appui rationalisé.
Tenue à jour d'un système de suivi des montants dus et des montants remboursés aux pays fournisseurs de contingents	Oui	Le SIG et les tableaux financiers de référence ont été dûment tenus à jour.
Développement et perfectionnement d'applications financières	Oui	Les tableurs et les bases de données ont été tenus à jour et améliorés afin de prendre en compte les paiements aux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police constitués.
Amélioration de la gestion financière	Oui	L'interface SIG/SWIFT a été mise en œuvre de même que les cartes de téléphone prépayées. Les rapports sont améliorés en permanence pour répondre aux exigences des usagers.

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays fournisseurs de contingents pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause des décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement d'un rapport annuel sur la composition du Secrétariat, comportant notamment des données démographiques relatives au personnel des missions de maintien de la paix	1	Rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données relatives au personnel » (A/66/347)
Rapports en ligne à l'intention des États Membres concernant les ressources humaines dans les missions de maintien de la paix	Oui	Des données relatives aux ressources humaines, auxquelles les missions permanentes ont pu accéder, ont été mises en ligne en août 2011.

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Orientations données à 14 opérations de maintien de la paix concernant l'exercice des pouvoirs délégués en matière de gestion des ressources humaines, y compris au moyen de missions d'appui sur place	Oui	Orientations données à 13 missions (MINURSO, MINUSTAH, MONUSCO, MINUAD, FNUOD, UNFICYP, FINUL, MINUK, MINUL, MINUSS, MINUT, ONUCI, FISNUA), y compris 2 missions d'appui sur place (MINUL et ONUCI)
Vérification des qualifications et certification de 120 chefs de l'administration et chefs du personnel civil des missions et de chefs du personnel et de tous les administrateurs ayant des responsabilités de gestion du personnel ou assumant des fonctions liées aux ressources humaines tant pour le Département de l'appui aux missions que pour les opérations de maintien de la paix	174	Demandes de vérification des qualifications et de certification ont été reçues et traitées; en outre, 78 références ont été vérifiées à l'entrée en fonction.
6 à 8 missions de prospection pour la recherche de candidats à des postes dans les missions	8	Missions de prospection combinées ont été réalisées en Afrique du Sud, au Costa Rica, en Estonie, en Finlande, en Islande, en Norvège, à Panama, en Pologne, en République de Corée, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en Suède ainsi que dans diverses régions des États-Unis d'Amérique. Renforcement de la présence sur les réseaux sociaux en vue d'élargir la prospection dans le monde entier et d'entrer directement en contact avec des personnes qui pourraient ne pas assister en personne à des séances de prospection.

Établissement de tableaux de bord concernant la gestion des ressources humaines pour 13 missions et la Base de soutien logistique des Nations Unies, y compris le Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires

Mise au point et examen des politiques de santé de l'ONU visant à favoriser le bon état de santé du personnel et élaboration de plans d'intervention en cas de menace pour la santé publique et autres situations d'urgence (pandémie ou apparition d'une nouvelle maladie infectieuse) dans les missions de maintien de la paix

Supervision du travail de 15 chefs de service médical et conseils sur les aspects techniques et professionnels du fonctionnement du système général d'appui médical aux missions pour en maintenir la cohérence, garantir le respect des normes et assurer la prestation de services médicaux d'un niveau acceptable

Évaluation, contrôle et fourniture de conseils et d'appui technique à 77 centres médicaux civils des Nations Unies

Examen du curriculum vitae de 300 candidats à des postes dans les services médicaux des opérations de maintien de la paix aux fins de la certification des compétences

13 Missions sur le terrain sont dotées de tableaux de bord et d'un conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires.

Oui Le Manuel d'appui médical et l'instruction administrative sur l'évacuation médicale et le certificat médical d'aptitude ont été examinés et mis à jour; un projet de nouvelle instruction administrative sur les conseils médicaux a été formulé; une nouvelle version des directives concernant l'éventualité d'une pandémie de grippe a été mise à jour; des directives concernant l'ergonomie des postes de travail du personnel sont en cours d'établissement.

Conseils aux missions concernant la prévention du choléra, la vaccination contre la rougeole, la maladie de Chagas et l'entérovirus type 71

Oui 19 chefs de service médical des missions de maintien de la paix ont fait l'objet d'une supervision technique et bénéficié d'un appui.

En outre, une formation de 5 jours portant sur la planification et les interventions en cas d'incident faisant des victimes, à l'issue de laquelle une certification a été délivrée, a été dispensée à 53 membres du personnel des services médicaux et de sécurité à l'ONUCI, à Abidjan.

1 conférence sur la gestion des incidents faisant des victimes a été organisée à l'intention de 31 conseillers en matière de sécurité et du Conseiller principal en matière de sécurité, à Brindisi.

1 exercice de simulation médicale de 1 jour a été réalisé à l'UNFICYP à l'intention de tous les membres de l'équipe de gestion de la sécurité et de l'appui à la Mission.

72 Centres médicaux civils des missions ont fait l'objet des activités indiquées.

147 Examens pour certification des compétences ont été effectués.

Les résultats sont inférieurs aux prévisions parce que le recrutement de personnel médical appartenant aux Volontaires des Nations Unies n'a pas débuté pour les nouvelles missions.

Organisation de 1 réunion régionale de chefs de service médical afin de coordonner et d'actualiser les stratégies médicales et les dispositions administratives correspondantes et de planifier les interventions en cas d'incident faisant de très nombreuses victimes

Évaluation, sur demande, des structures médicales de 3 missions et de 1 centre régional d'évacuation médicale lié aux opérations de maintien de la paix

Examen médical de 250 candidats appelés à voyager dans le cadre d'une mission, notamment au moment de leur affectation, conduite de 2 000 entretiens préparatoires et consultations médicales avant l'envoi en mission, 1 500 vaccinations et remise de 1 000 trousseaux médicaux aux membres du personnel se rendant dans une mission

Réalisation de 300 évaluations et consultations psychologiques avant et après l'envoi en mission, organisation de 2 ateliers sur la préparation et la capacité de résistance à l'intention du personnel envoyé hors Siège et organisation dans 2 missions de 2 ateliers de préparation aux missions sur le thème de la capacité de résistance

Examen et analyse des résultats de 4 000 examens médicaux de membres du personnel des missions, de candidats aux missions, d'observateurs militaires

1 Réunion régionale a été organisée.

En outre, une mission a été organisée à la UNFICYP afin de participer à une conférence sur le projet pilote relatif au développement de capacités d'appui médical militaire, au cours de laquelle le projet final du Manuel d'appui médical a été établi et approuvé par tous les participants.

1 Évaluation des structures médicales d'une mission a été réalisée.

Le produit est inférieur aux prévisions, les missions de maintien de la paix nécessitant moins d'évaluations des structures médicales.

1 Mission d'évaluation du Centre régional d'évacuation (Maroc) utilisé par la MINURSO et d'autres lieux d'affectation en Afrique occidentale

364 Examens médicaux ont été effectués.

3 100 Consultations médicales ont été réalisées.

1 576 Vaccins ont été administrés.

185 Trousseaux médicaux ont été distribués.

Moins de trousseaux médicaux que prévu ont été distribués, parce que la plupart des membres du personnel disposaient déjà de trousseaux médicaux et qu'on s'est borné à remplacer les médicaments ayant atteint leur date de péremption.

425 Évaluations et consultations psychologiques et relatives à la santé mentale ont été réalisées.

Organisation d'une formation sur la préparation à la mission à l'intention de 65 membres du personnel

La formation à la préparation à la mission a été dispensée aux conseillers de l'ONUCI sous forme de formation des formateurs.

La formation sur le thème de la capacité de résistance a été remplacée par des premiers secours psychologiques et des activités de gestion du stress. La formation sur la capacité de résistance débutera au quatrième trimestre de 2012.

7 471 Résultats d'examen médicaux ont été effectués et 7 801 membres du personnel des missions et candidats, dont des observateurs militaires et

et de membres de la police civile pour déterminer leur aptitude à être recrutés ou envoyés en déplacement

Certification des congés de maladie de 1 000 membres des missions, du Département des opérations de maintien de la paix ou du Département de l'appui aux missions

Conseils à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur 20 cas de pensions d'invalidité concernant le personnel des missions et du Département des opérations de maintien de la paix, et conseils au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation portant sur 340 demandes d'indemnisation pour raisons de santé présentées par des agents civils, des observateurs militaires, des membres de la police civile ou des membres des contingents

Conseils aux missions et au Département des opérations de maintien de la paix sur la réponse à donner à 700 demandes d'évacuation ou de rapatriement sanitaire concernant des agents civils, des observateurs militaires, des membres de la police civile ou des membres des contingents

Mise en œuvre du système de gestion électronique des dossiers médicaux et de la médecine du travail (EarthMed) dans une mission (MINUS)

Formation pratique à l'outil e-performance dispensée à l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix et formation obligatoire à la gestion de la performance à l'intention du personnel de direction et d'encadrement

Formation à la gestion de la performance dispensée dans le cadre d'un programme de formation des formateurs à 25 référents choisis dans les missions

des membres de la police civile, ont été reconnus médicalement aptes.

L'augmentation du produit est imputable à la création de nouvelles missions, à savoir la MINUSS, la FISNUA et la MISNUS.

1 318 Congés de maladie ont été certifiés.

55 Cas de pension d'invalidité ont fait l'objet de conseils.

554 Demandes d'indemnisation ont fait l'objet d'un avis.

Le chiffre est supérieur aux prévisions essentiellement parce que l'intensification des opérations militaires à la MINUSS et à la MINUAD s'est soldée par une augmentation des évacuations et des rapatriements sanitaires et parce que les membres des missions de maintien de la paix sont plus au courant des indemnisations.

1 336 Cas d'évacuation sanitaire ont été évalués.

Les résultats sont supérieurs aux chiffres prévus essentiellement en raison de l'intensification des opérations militaires en Somalie, au Soudan du Sud et au Darfour, qui a entraîné une augmentation du nombre des victimes, des évacuations et des rapatriements.

Oui EarthMed a été mis en œuvre à la MINUSTAH.

Oui Une formation à l'outil e-performance a été dispensée à toutes les missions par l'intermédiaire d'un réseau de référents, par Webex et par téléphone. Les agents forment à leur tour le personnel de la mission.

Formation à la gestion de la performance : le programme de formation d'une journée (ST/SGB/2011/5) est mis en œuvre graduellement dans toutes les missions, après l'organisation de 2 programmes de certification des formateurs à Entebbe et Brindisi.

31 2 programmes de certification et de formation des formateurs ont été organisés à Entebbe et Brindisi, les référents des missions étant formés

<p>Mise au point et lancement d'un outil d'aide autonome en ligne auquel auront accès toutes les missions</p>	<p>et certifiés dans le cadre d'un troisième programme.</p> <p>Oui 8 vidéos interactives d'aide autonome en ligne ont été mises au point pour fournir une assistance aux utilisateurs de e-performance.</p>
<p>Organisation régulière et gestion, à travers 8 réseaux professionnels et dans le cadre du deuxième volet de l'Initiative volontaire pour les échanges entre réseaux, de manifestations visant à améliorer la mobilité du personnel entre les villes sièges, les lieux d'affectation hors Siège et les missions</p>	<p>Non La mise en œuvre du deuxième volet de l'Initiative volontaire pour les échanges entre réseaux a été suspendue et le Bureau, en collaboration avec la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions, a élaboré un projet complet de dispositif de mobilité à l'intention du personnel du Secrétariat de l'ONU et des missions (A/67/324/Add.1).</p>
<p>2 750 consultations pour prodiguer au personnel des missions des conseils sur diverses questions concernant la gestion des ressources humaines</p>	<p>3 000 Consultations et sessions d'orientation relatives aux ressources humaines ont été fournies à la Division du personnel des missions.</p> <p>L'accroissement du nombre des consultations est imputable à l'augmentation des demandes concernant la cessation de fonctions et les prestations connexes, en conséquence de la fermeture ou du retrait de missions, dont la MINUT et la MINUS.</p>
<p>Apport d'un soutien administratif en réponse à quelque 300 demandes portant sur divers sujets : cessation de fonctions pour raisons de santé (incapacité) ou par accord mutuel, abandon de poste, activité extérieure, congé spécial avec rémunération intégrale ou à 50%, levée des privilèges et immunités, recours, conversion de l'engagement en nomination à titre permanent et dérogation au Statut et au Règlement du personnel</p>	<p>325 Demandes concernant la cessation de fonctions en raison de l'achèvement des missions, la cessation de fonctions par accord mutuel ou pour raisons de santé, les abandons de poste, les activités extérieures, le versement d'aliments aux enfants ou à la famille, et la conversion de l'engagement en nomination à titre permanent, entre autres, ont fait l'objet d'un appui administratif.</p>
<p>Réalisation d'enquêtes générales et intermédiaires aux fins de l'établissement des barèmes des traitements dans les missions suivantes : MONUSCO (3 emplacements), MINURSO (1 emplacement), MINUSTAH (1 emplacement); réalisation de 14 enquêtes intermédiaires similaires, soit dans les pays où les missions concernées ont leur siège, soit dans ceux où elles sont déployées. Publication de barèmes des traitements révisés applicables dans 20 lieux d'affectation aux agents des services généraux et aux administrateurs recrutés sur le plan national</p>	<p>2 Enquêtes générales sur les traitements ont été réalisées en Côte d'Ivoire et au Rwanda.</p> <p>14 Enquêtes intermédiaires sur les traitements ont été réalisées en Afghanistan, en Afrique du Sud, en Haïti, en Inde (Srinagar), en Israël, en Italie (Brindisi), au Kirghizstan, au Kosovo, au Liban, au Pakistan, en République dominicaine, au Soudan, au Tadjikistan et au Timor-Leste.</p>
<p>Examen et approbation de profils d'emploi types (jusqu'à 50) qui serviront au recrutement du personnel des missions</p>	<p>12 Profils d'emploi types ont été examinés et approuvés.</p>

		Le produit est inférieur aux prévisions en raison de consultations extensives avec tous les offices concernés.
Rédaction de principes directeurs et d'avis sur des aspects de la politique qui intéressent le personnel des missions, tels que la réforme des contrats, la mise en œuvre du nouveau système de sélection du personnel, le nouveau mécanisme de gestion de la performance, l'harmonisation des conditions d'emploi, les congés de détente avec prise en charge des frais de voyage et les relations avec la Commission de la fonction publique internationale et le Groupe chargé des missions	Oui	Des principes directeurs et des avis ont été régulièrement fournis au Département de l'appui aux missions sous forme de mémorandums, par courriel et au cours de réunions. Un appui concernant les politiques a été dispensé à l'occasion de la participation du Bureau de la gestion des ressources humaines aux sessions de la Commission de la fonction publique internationale, du Réseau Ressources humaines et du groupe chargé des missions.
Fourniture d'avis juridiques sur des points de droit administratif, notamment le lancement d'une procédure disciplinaire, le cas échéant, à l'encontre d'un membre du personnel d'une mission et représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel des Nations Unies	258	Affaires disciplinaires ont été traitées et l'Administration a été représentée à l'occasion de 116 recours devant le Tribunal du contentieux administratif.
Prestation des services requis pour qu'Inspira puisse être utilisé dans toutes les missions sur le terrain (assistance, développement d'applications, maintenance et appui à la production) (Centre d'assistance Inspira de Bangkok)	Oui	Plus de 51 000 demandes d'aide ont été résolues.
Assistance à plus de 40 000 usagers d'Inspira, dont ceux affectés à des missions (Centre d'assistance Inspira de Bangkok)	Oui	Le Centre d'assistance Inspira opère en permanence et a fourni un appui à environ 40 000 usagers, y compris dans les missions.
Organisation d'une conférence annuelle visant à dispenser aux coordonnateurs techniques une formation aux améliorations d'Inspira intéressant l'ensemble des missions (Centre d'assistance Inspira de Bangkok)	Non	La conférence annuelle a été reportée en raison des problèmes techniques liés à Inspira.
Déploiement du système d'entreposage des données et de présentation de rapports et appui à celui-ci, le but étant que les spécialistes des ressources humaines et les responsables de programmes dans les missions disposent d'outils pour accéder eux-mêmes aux entrepôts de données	Oui	Le mécanisme en ligne d'établissement de rapports HR Insight a été graduellement mis en place à l'intention des spécialistes des ressources humaines au Siège et dans les missions de maintien de la paix et a été amélioré de manière à comporter davantage de rapports sur le personnel de l'ONU, le recrutement, la gestion du comportement professionnel et la gestion de l'apprentissage.
Adaptation et mise en service à l'intention des missions de cours et autres outils de formation en ligne dans le cadre du système Inspira	Non	Les cours en ligne ont été reportés à 2012/13 en raison de problèmes techniques liés à Inspira. Le Bureau a organisé une formation, selon que de besoin, à l'intention de 10 à 15 responsables

Prestation de services d'assistance et de formation en réponse à des demandes (les missions formulent en moyenne, chaque semaine, plus de 100 demandes concernant le SIG)	Oui	317 demandes de service ont été traitées et résolues et plus de 100 communications par semaine ont été établies en moyenne.
---	-----	---

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports faits au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recensement des dossiers archivés à la MONUSCO, à la FNUOD et à la FINUL aux fins de transfert immédiat ou futur au Siège	Oui	62 mètres linéaires d'archives de la MONUC ont été identifiés aux fins d'un transfert au Siège et des conseils relatifs au recensement des archives historiques destinées à être transférées au Siège ont été fournis à la FNUOD.
Mise en ligne de 50 000 pages d'archives concernant le maintien de la paix sur le site Internet des Nations Unies aux fins de consultation par le public	79 500	Pages d'archives de l'Opération des Nations Unies au Congo et de la Première Force d'urgence des Nations Unies ont été affichées sur le site Web de l'ONU. Les réalisations ont été supérieures aux prévisions, parce que les archives étaient en bon état, ce qui a permis de les numériser en grande quantité.
Communication de documents au Secrétariat et aux États Membres en réponse à des demandes d'accès aux archives relatives au maintien de la paix (1 000 demandes)	1 124	Demandes de communication de documents ont été traitées.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations hors Siège

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Exécution de programmes de gestion des dossiers à la MONUSCO, à la FNUOD et à la FINUL en conformité avec les règles de tenue des registres de l'ONU	1	Sur la demande du Bureau des affaires juridiques, la Section des archives et de la gestion des dossiers a reporté sa mission à la MONUSCO, afin de fournir une assistance technique à l'ONUCI, pour que la Mission

Organisation d'un atelier (à la Base de soutien logistique des Nations Unies) sur les dossiers, l'information et les archives, à l'intention de tous les référents dans les missions

Installation, dans de nouveaux locaux répondant aux normes de l'ONU, de nouveaux membres du personnel et intervenants, financée au moyen du compte d'appui approuvé dans le budget 2011/12

Émission de 2 000 commandes, de 182 contrats-cadres, avenants compris et de 500 contrats classiques, y compris des avenants à l'appui des missions

Tenue de séminaires d'entreprise en 36 endroits à l'intention de pays en développement et de pays en transition économique

Suite donnée, dans un délai d'un mois après inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, aux demandes d'agrément de tous les fournisseurs qui ont participé aux séminaires d'entreprise

Formation de 10 membres du personnel des chambres de commerce aux procédures d'agrément des fournisseurs

Participation de 16 membres du personnel à des cours de formation spécialisée, notamment dans les domaines suivants : gestion de projets, contrats d'achat de carburant et de rations alimentaires ainsi que d'affrètement maritime et aérien

applique la politique pertinente tout en coopérant avec le Tribunal pénal international.

Les missions d'assistance technique à la FINUL et à la FNUOD n'ont pas été réalisées en raison de la précarité de la situation sécuritaire et la mission à la MONUSCO a été reportée, par suite de l'établissement de nouvelles priorités de travail.

- 1 Atelier a été organisé au Centre de services régional d'Entebbe (au lieu de la Base de soutien logistique), pour favoriser la participation de missions déployées en Afrique. 27 participants venus de 10 missions ont assisté à l'atelier de formation.
- Oui Des locaux à usage de bureau ont été fournis, y compris des locaux destinés à répondre aux besoins ponctuels des opérations de maintien de la paix.
- 1 730 Commandes ont été émises.
- 198 Contrats-cadres ont été émis.
- 527 Contrats classiques ont été émis.
- 43 Séminaires d'entreprise ont été tenus dans 36 endroits.
- Le nombre des produits est supérieur aux prévisions en raison du regroupement des voyages et du fait que le personnel ait été envoyé à partir du Bureau d'achat régional d'Entebbe, pour tirer le meilleur parti des ressources afférentes aux voyages et se rendre ainsi dans plus de lieux.
- Oui Tous les fournisseurs qui ont participé aux séminaires d'entreprise sont immédiatement contactés, après leur achèvement, par l'équipe d'agrément et de gestion des fournisseurs du Siège qui assure le suivi.
- 13 Membres du personnel des chambres de commerce ont reçu une formation.
- 17 Membres du personnel ont reçu une formation.

Visites d'assistance en matière d'achat auprès des 10 opérations suivantes : MINUT, BSLB, UNFICYP, MINUSTAH, ONUCI, MINUL, MINURSO, MINUS, MINUAD et Équipe d'appui à l'AMISOM

8 Visites d'assistance en matière d'achat ont été réalisées auprès des opérations ci-après : UNFICYP, UNSOA, bureau régional des achats d'Entebbe, ONUCI, MONUSCO, MINURSO, MINUT et BSLB.

La visite d'assistance en matière d'achats à la MINUS n'a pas eu lieu, puisque la mission s'est achevée en juillet 2011. Des visites n'ont pas été organisées à la MINUSTAH, à la MINUL ou à la MINUAD, car ces missions avaient fait l'objet de visites réalisées à la fin de l'exercice 2010/11. Des visites à la MINUT et au bureau régional des achats ont été effectuées à la place, compte tenu des besoins opérationnels.

Formation de 120 membres du personnel des opérations hors Siège aux questions suivantes : déontologie et intégrité en matière d'achat; optimisation du rapport qualité-prix; aspects fondamentaux des pratiques d'achat et module consacré au manuel d'achat

1 252 Attestations concernant le suivi de cours de formation volontaire en ligne ont été délivrées.

Formation de 180 membres du personnel du Siège et des missions aux questions suivantes : planification des acquisitions et stratégies d'achat; aspects contractuels des pratiques d'achat; définition de critères d'évaluation commerciale; compétences de négociation; évaluation des risques; prévention de la fraude, définition de critères d'évaluation technique; gestion des contrats; élaboration de spécifications et responsabilité des demandeurs de biens ou de services

Non La mise en place de la phase 2 du cours en ligne a été retardée, les travaux (élaboration de matériel de formation et programmation) n'ayant été effectués qu'en partie par le contractant. On escompte que la phase 2 du cours en ligne sera disponible en 2012/13.

Inscription de 6 membres du personnel du Siège et des missions à des cours de certification professionnelle en matière d'achat organisés en externe et reconnus à l'échelle internationale

6 Membres du personnel du Siège ont été inscrits.

19 Membres du personnel des missions ont été inscrits.

Les résultats ont été supérieurs aux prévisions parce que de nombreux membres du personnel ont indiqué qu'ils souhaitent poursuivre une formation permettant d'obtenir une certification professionnelle en matière d'achat qui soit internationalement reconnue. Pour faciliter la sélection des candidats les plus appropriés, la Division des achats a organisé un concours qui a été noté par des professeurs extérieurs; les résultats de ce concours ont constitué le premier critère de sélection du personnel.

<p>Organisation de 24 visites, conférences de soumissionnaires et négociations de marchés préalables à l'adjudication et participation à des foires commerciales et industrielles</p>	<p>8 Conférences de soumissionnaires ont été organisées.</p> <p>3 Négociations de marchés ont eu lieu.</p> <p>3 Visites de site ont été organisées.</p> <p>12 Foires commerciales et industrielles ont fait l'objet d'une participation.</p>
<p>Organisation, à la Base de soutien logistique des Nations Unies, d'une journée des transports aériens à l'intention des 141 actuels prestataires de service et des nouveaux candidats concernant les procédures révisées d'appel à la concurrence et d'enregistrement et le projet de contrat révisé</p>	<p>Non La journée des transports aériens n'a pas été organisée, la révision du processus d'appel d'offres en coopération avec le Département de l'appui aux missions n'ayant pas été achevée et le modèle de contrat révisé n'ayant pas été mis au point sous sa forme définitive. Il est prévu qu'une journée des transports aériens se tiendra en 2012/13.</p>
<p>Examen et définition de stratégies et concepts internationaux en matière de pratiques optimales concernant les procédures d'appel à la concurrence s'agissant de marchés dans le domaine de l'informatique, à l'appui des missions</p>	<p>Non Le consultant a commencé l'examen et réalisé des travaux sur le terrain. Le rapport a été achevé en septembre 2012.</p>
<p>Mise en œuvre des processus d'achat pertinents pour les accessoires automobiles (par exemple pneus, batteries, autres produits consommables), après examen des stratégies mondiales d'achat, en consultation avec le Département de l'appui aux missions et les missions</p>	<p>Oui Suite à la consultation avec le Département de l'appui aux missions sur les stratégies d'achat des accessoires automobiles, on a procédé à un examen détaillé de l'achat des pneus pour les missions, qui devrait aboutir à un nouvel appel d'offres mondial en 2012/13, sous réserve que le Département de l'appui aux missions achève d'établir le cahier des charges.</p> <p>Les appels d'offres mondiaux concernant les batteries et les autres produits consommables seront réalisés en 2012/13.</p>
<p>Réalisation d'opérations d'achat pour les nouveaux besoins liés aux véhicules, tels que les systèmes de géolocalisation, les contrats d'assistance aux engins blindés et les services d'enquête sur les accidents à la suite d'un examen en consultation avec le Département de l'appui aux missions et le Département de la sûreté et de la sécurité</p>	<p>Non Cette activité n'a été demandée ni par le Département de l'appui aux missions ni par le Département de la sûreté et de la sécurité.</p>
<p>Réorganisation, réécriture et publication sous forme électronique du Manuel d'achat des Nations Unies sous forme d'un module interactif en 4 parties, une nette distinction étant établie entre les politiques d'achat et les procédures d'achat</p>	<p>Oui Le Manuel d'achat des Nations Unies a été actualisé et traduit en français et en espagnol. Le manuel d'achat et les notes d'orientation sont disponibles sous forme électronique sur le réseau de praticiens des achats (sur plateforme SharePoint) sous forme d'un module interactif.</p>
<p>Poursuite de l'examen, par le Comité de haut niveau chargé de l'examen des fournisseurs, des</p>	<p>Non À la fin de la phase pilote du Comité de haut niveau chargé de l'examen des fournisseurs, un</p>

affaires impliquant des fournisseurs accusés de comportements contraires à la déontologie

expert indépendant a été engagé pour examiner les demandes de réinscription des fournisseurs précédemment suspendus.

Après que le Comité de haut niveau sur la gestion a avalisé le cadre politique modèle de sélection des fournisseurs en mars 2011, la Division des achats a consulté les autres parties prenantes pour mettre en œuvre ce cadre et remplacer l'arrangement actuel. La mise en œuvre de ce cadre devrait être achevée en 2012/13.

Tri et acheminement du courrier et de la valise diplomatique pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	893 441	Pièces acheminées par la poste et par des messageries ont été traitées.
	52,5	Tonnes de courrier par valise ont été traitées.
Tri, inspection et acheminement de la valise diplomatique en provenance ou à destination de toutes les opérations hors Siège	832	Valises diplomatiques ont fait l'objet d'un tri, d'une inspection et d'un acheminement.
Négociation ou renégociation avec des compagnies aériennes de 33 accords visant à réduire le coût des voyages à destination des missions hors Siège (33 accords renégociés en 2009/10)	4	Nouveaux accords ont été conclus.
	22	Accords ont été renégociés.
	13	Accords ont été reconduits.
Inspection de 9 000 autorisations de voyage des Nations Unies	9 451	Autorisations de voyage ont été inspectées. Les résultats sont supérieurs aux prévisions en conséquence de l'augmentation des voyages du personnel de maintien de la paix en République arabe syrienne.
Calcul des droits pour 350 demandes d'allocations d'une somme forfaitaire pour les voyages au titre du congé dans les foyers émanant du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège	401	Calculs ont été effectués. Le nombre supérieur au produit prévu s'explique par l'augmentation des demandes émanant de missions qui ne disposent ni des infrastructures ni des compétences nécessaires pour calculer les droits en question.
Délivrance de 6 000 documents de voyage des Nations Unies et visas	6 445	Documents de voyage et visas délivrés. Le nombre supérieur au produit prévu est imputable à l'augmentation du nombre de membres du personnel de maintien de la paix se rendant en République arabe syrienne.
Formalités pour 17 000 expéditions (envoi des effets personnels, y compris demandes d'assurance, facturation et traitement des demandes d'indemnisation par l'assurance)	7 188	Expéditions d'effets personnels ont été organisées. Le nombre inférieur au produit prévu s'explique par le changement de l'unité de mesure du produit; seuls les envois ont été comptabilisés en 2011/12 et 2010/11, alors que c'était le cas de chacune des activités en 2009/10.

e) Bureau de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Raccordement au réseau des Nations Unies par l'intermédiaire d'Internet et de Citrix afin de faciliter l'accès aux systèmes et progiciels intégrés dans toutes les missions (intranet, Système intégré de gestion, système de gestion centralisée du personnel des missions, système de diffusion électronique des documents, service d'assistance technique)	Oui	Le raccordement au réseau de l'ONU par l'intermédiaire d'Internet et de Citrix a été assuré avec toutes les missions.
Assistance technique en ce qui concerne Galaxy (système de sélection et de recrutement du personnel des missions)	Oui	Un appui technique a été fourni.
Appui en vue de faciliter l'accès au SIG dans les missions, au service de télétravail (bureau mobile) et au système d'adresse IP (système de nom de domaine), par l'intermédiaire d'un système d'identification sécurisé et d'un réseau virtuel privé	Oui	Un système d'identification sécurisé a été fourni et appuyé dans toutes les missions.
Service de maintenance à l'appui du système ePortfolio en vue d'améliorer la gestion des investissements et des applications informatiques et télématiques dans les missions	Oui	Des services de maintenance ont été fournis.
Service d'un progiciel de gestion des contenus en vue de centraliser les éléments de doctrine et les documents directifs dans le domaine du maintien de la paix	Oui	La base de données relative à la doctrine et à la pratique a été améliorée, compte tenu des besoins de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation du Département des opérations de maintien de la paix.
Conception et mise en service d'un progiciel de gestion de la relation client en vue de faciliter les inspections du matériel appartenant aux contingents dans 4 missions	Oui	Le système électronique de gestion du matériel appartenant aux contingents a été déployé dans 4 missions (FNUOD, UNFICYP, MINURSO et FISNUA).
Mise en service du système de gestion des carburants dans 4 opérations de maintien de la paix afin d'améliorer la transparence de la filière d'approvisionnement en carburant et de renforcer l'efficacité opérationnelle des missions	Non	Il a été mis fin à l'action en justice par un règlement financier et le contrat avec le fournisseur a été résilié. Les dépenses totales de l'Organisation concernant ce projet se sont élevées à 4 136 423 dollars. Une solution interne a été élaborée ultérieurement et mise à l'essai à la MINUSTAH.
Mise au point d'un système de gestion des rations afin de faciliter la gestion des rations livrées aux	Non	Jusqu'en février 2012, aucun vendeur n'a donné suite à une demande de proposition lancée en

unités militaires constituées dans les missions et mise en service expérimentale du système dans 2 missions

Mise en place d'un portail d'information intégré pour le personnel de 4 missions de manière à accroître la productivité grâce à un portail Web personnalisé et à des mécanismes de collaboration

Mise en place d'un système général de contrôle d'identité dans 6 missions qui permettra d'attribuer un identifiant propre à chaque personne afin de contrôler l'accès au progiciel intégré

Mise en place expérimentale du système mondial de relais pour les questions de sécurité à l'appui du personnel chargé de la sécurité et de la sûreté dans 3 opérations de maintien de la paix

4 rapports d'évaluation consacrés à certaines missions pour évaluer l'adéquation des programmes stratégiques et des systèmes informatiques, y compris la planification relative au déploiement des progiciels intégrés

2011. En conséquence, la Division de l'information et des communications a étudié la possibilité de concevoir une solution interne et a conclu en mai 2012 que cela serait possible en tirant parti des plateformes méthodes de gestion des relations clientèle et SAP. Cette solution devrait être opérationnelle en décembre 2013 et l'intégration avec Umoja devrait être achevée au cours du premier semestre de 2014.

Non Produit reporté, la priorité ayant été donnée à la mise en place de l'intranet pour les opérations de maintien de la paix et à une meilleure planification des infrastructures. Il est prévu de mettre en place un portail d'information intégré en 2012/13 et de le déployer dans le monde en 2014/15.

5 Missions (ONUCI, Centre de services régional d'Entebbe, Base d'appui des Nations Unies à Valence, FISNUA et MINUAD) disposent d'un système général de contrôle d'identité.

Non La mise en service du système mondial de relais pour les questions de sécurité a été reportée à 2012/13, en raison d'un changement dans la plateforme technologique.

4 2 rapports d'évaluation sur la MINUT et la FINUL en vue de déterminer l'adéquation des programmes stratégiques et des systèmes informatiques vont être présentés ou l'ont déjà été et doivent être améliorés (gestion des combustibles, gestions des rations, matériel appartenant aux pays fournisseurs de contingents).

1 rapport sur la participation à l'atelier de la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions visant à présenter la stratégie du Bureau de l'informatique et des communications, enquête sur les progrès dans l'établissement, à Valence, d'un progiciel en vue d'appuyer Umoja et d'autres progiciels en vue de répondre aux besoins des missions de maintien de la paix.

1 rapport sur la visite en Afrique de l'Ouest et présentation de l'état des initiatives de gestion

4 ateliers de formation consacrés en partie à l'utilisation des systèmes suivants : progiciel de gestion des contenus centralisant les éléments de doctrine et les documents directifs dans le domaine du maintien de la paix, progiciel de gestion de la relation client visant à faciliter les inspections du matériel appartenant aux contingents, système de gestion des carburants et systèmes de gestion des rations alimentaires

En partie Des progiciels de gestion ont été présentés aux missions à l'occasion de 6 ateliers à la MINUSTAH, à l'UNSOA, à la MINUL, à la MINURSO, à la MINUK et au Bureau de soutien logistique.

4 ateliers de formation sur le progiciel de gestion de la relation client visant à faciliter les inspections du matériel appartenant aux contingents ont été organisés.

On n'a pas encore conçu d'ateliers de formation sur le système de gestion des carburants ou le système de gestion des rations alimentaires.

D. Bureau des services de contrôle interne

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapports du Bureau des services de contrôle interne expressément demandés par l'Assemblée générale	2	Rapports publiés comme suite à la demande de l'Assemblée générale : l'audit de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/714), et le rapport d'ensemble sur l'exécution du projet pilote visé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/287 (A/66/755) élaboré par le Bureau
Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats de l'audit des opérations de maintien de la paix	Oui	Le Bureau a présenté un rapport sur les opérations de maintien de la paix [A/66/286 (Part II)].

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
15 rapports d'audit établis par les auditeurs du Siège de l'ONU	14	Rapports d'audit Outre qu'elle a mené 14 missions d'audit, la Division de l'audit interne a mis en place une auto-évaluation de contrôle de la Stratégie globale d'appui aux missions du Département de l'appui aux missions, qui n'était pas prévue.

85 rapports d'audit établis par les auditeurs résidents en poste dans des missions de maintien de la paix	71 Rapports d'audit Le nombre de rapports plus faible que prévu s'explique par les difficultés à obtenir des visas pour le Soudan, par le taux de vacance de postes élevé dans les missions de maintien de la paix, et par les changements apportés aux méthodes d'audit et d'élaboration des rapports, qui en ont ralenti la publication.
Organisation d'un programme de formation et de perfectionnement professionnel à l'intention des auditeurs résidents et assistants, et de la conférence annuelle des chefs des auditeurs résidents	1 La conférence annuelle des chefs des auditeurs résidents s'est tenue à New York. 1 Une conférence s'est tenue à Entebbe (Ouganda) à l'intention des auditeurs résidents et assistants.
2 rapports sur l'évaluation des programmes portant sur la réalisation des objectifs généraux du maintien de la paix et les résultats des différentes missions de maintien de la paix	2 Rapports, intitulés : Évaluation de l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (A/66/740 et Corr.1) et Évaluation de l'exécution du programme démocratique du Congo de la paix des Nations Unies dans la République et des résultats obtenus : activités de maintien (A/66/741)
1 rapport d'inspection sur une unité administrative ou une pratique de maintien de la paix	Non Un rapport sur la métaévaluation de l'opportunité, de l'efficacité et des incidences des opérations de maintien de la paix a été élaboré en juin 2012. En décembre 2012, les résultats de la métaévaluation ont été officiellement présentés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, comme ils l'avaient demandé.
320 études et analyses d'accusations de faute, pour décision quant à l'instance compétente et les mesures d'investigation à prendre	446 Études et analyses
100 rapports d'enquête sur des cas présumés de faute professionnelle en relation avec des opérations de maintien de la paix	97 Rapports
70 avis sur le contrôle des opérations de maintien de la paix	88 Avis Le nombre plus élevé que prévu s'explique principalement par le recrutement de nouveaux agents certificateurs des missions.
Transmission de 100 dossiers aux directeurs de programme concernant le contrôle des opérations de maintien de la paix	98 Dossiers

Organisation, à l'intention des directeurs de programme, de 10 stages de formation aux techniques d'enquête

5 Stages de formation organisés, pour un total de 105 participants

D'autres stages prévus ont été reportés en attendant l'approbation de la nouvelle structure de la Division des investigations.

E. Cabinet du Secrétaire général

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Présentation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents de rapports de meilleure qualité leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 148 rapports du Secrétaire général sur le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	57	Rapports présentés à l'Assemblée générale
	56	Rapports présentés au Conseil de sécurité
Conseils pour la rédaction d'environ 1 580 éléments de discussion, avec notamment la préparation de 12 exposés que le Secrétaire général doit présenter au Conseil de sécurité	1 771	Éléments de discussion examinés ayant trait au maintien de la paix
	12	Exposés du Secrétaire général au Conseil de sécurité
Conseils pour la rédaction de 225 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, aux autres organes intergouvernementaux, aux pays fournisseurs de contingents et à d'autres interlocuteurs clés sur des questions relatives au maintien de la paix	244	Lettres examinées sur le maintien de la paix

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Communication par le Cabinet du Secrétaire général aux missions, dans un délai de 5 jours, d'observations et de conseils relatifs aux rapports sur les missions de maintien de la paix établis par le Secrétaire général	Oui	Les observations et conseils ont généralement été communiqués au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans un délai de 4 jours ouvrables, sauf si un examen plus approfondi était nécessaire du fait du caractère délicat de leur contenu.

Communication, dans un délai de 5 jours, de conseils pour l'élaboration et la révision ultérieure des rapports sur les questions relatives au maintien de la paix qui doivent être présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux

Oui Objectif atteint. Le délai de 5 jours a été dépassé pour 5 des 113 rapports à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Le délai est allongé lorsqu'un rapport nécessite un examen plus approfondi du fait du caractère délicat de son contenu.

F. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de services complets dans le cadre d'au moins 400 affaires de médiation, en faisant notamment appel à des ombudsmans et médiateurs intervenant sur demande	628	Affaires. En moyenne, 80 % des cas trouvent un règlement qui satisfait toutes les parties concernées. Le nombre est plus élevé que prévu car le personnel et les responsables ont continué à recourir fréquemment à la procédure non formelle.
Analyse transversale d'au moins 400 affaires pour déceler la cause du différend et les problèmes d'ordre structurel	400	Affaires. Par ailleurs, 228 affaires ont été pré-examinées pour cerner le problème.
Suivi systématique des affaires grâce à un système de base de données, dont des rapports semestriels aux missions de maintien de la paix	Oui	Un suivi systématique des affaires a été réalisé grâce à un système de base de données, et notamment grâce aux avis informels qui ont été communiqués quatre fois par an aux missions de maintien de la paix, par les ombudsmans résidents ou par retour d'informations après des visites dans d'autres missions.
Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale faisant état des problèmes d'ordre structurel	Oui	Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau (A/66/224)
10 visites régulières dans des opérations de maintien de la paix pour fournir sur place des services d'ombudsman et de médiation, avec déplacements des ombudsmans régionaux ou du personnel du Siège dans la zone de la mission pour les affaires complexes ou délicates	10	Visites à la Base de soutien logistique des Nations Unies, au Centre de services régional d'Entebbe, à la MINUK, la MINUSTAH, la MINUAD (2 antennes), la MINUSS, la MINURSO et la MONUSCO (2 antennes)
5 interventions rapides dans le cadre de différends imprévus et à haut risque mettant en jeu plusieurs parties, ou à la demande	4	Interventions rapides (MONUSCO, MINUSS, UNFICYP et ONUCI)

Visioconférences trimestrielles de sensibilisation du personnel des opérations de maintien de la paix, mise à jour bimensuelle du site Web du Bureau, publication de 3 000 brochures d'information

Oui 1 visioconférence de sensibilisation (auprès de la FNUOD) et 14 exposés et ateliers sur les compétences relatives au règlement des différends ont été réalisés au cours des visites aux missions et des interventions rapides.

Des mises à jour bimensuelles ont été apportées au site Web du Bureau. Une version électronique de la brochure a été élaborée et sa production devrait être achevée en 2012/13. Par ailleurs, 700 dépliants ont été produits et distribués, et des fiches et prospectus électroniques ont été distribués chaque mois.

G. Bureau de la déontologie

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de 75 demandes de conseils et d'orientation sur les règles de déontologie, notamment grâce au service d'assistance téléphonique	126	Demands résolues Le nombre plus élevé que prévu s'explique par une demande accrue de la part du personnel, suscitée par les efforts de communication.
Traitement d'environ 1 600 déclarations de situation financière ou d'intérêts, présentées par le personnel des opérations de maintien de la paix dans le cadre du dispositif de transparence financière	1 615	Déclarations de situation financière ou d'intérêts examinées
Règlement d'au moins 12 dossiers concernant des demandes de protection contre les représailles	15	Dossiers réglés, sur les 17 présentés par le personnel de terrain
6 tournées dans les missions de maintien de la paix pour faire 6 présentations sur le rôle du Bureau de la déontologie; organiser 6 réunions-débats sur la déontologie et l'intégrité à l'intention de quelque 600 membres du personnel; et établir les faits si des plaintes pour représailles sont déposées (MONUSCO, FINUL, MINUS, MINUSTAH, MINUT et MINUL)	6 550	Visites à la MINUSTAH, à l'UNSOA, à la MONUSCO, au Centre de services régional d'Entebbe, à la FINUL et à l'UNFICYP Membres du personnel ayant participé à des réunions-débats, à des sessions en petit groupe ou individuelles
6 séances d'information à l'intention du personnel des missions sur le dispositif de transparence financière, afin d'améliorer le respect des délais fixés	6	Séances d'information tenues au cours des visites précédemment mentionnées

12 groupes de discussion, dans le but de cerner les risques propres à la zone de la mission, et 6 études de cas personnalisées destinées à être utilisées par le Service intégré de formation du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et par le Bureau de la gestion des ressources humaines lors des formations à la déontologie qu'ils dispensent au personnel des missions

4 tournées dans les opérations sur le terrain afin d'y dispenser une formation à la déontologie (MONUSCO, Centre régional de services d'Entebbe, UNFICYP et Base de soutien logistique des Nations Unies)

Production et distribution de 5 000 brochures, affiches et guides afin d'assurer l'égalité d'accès aux informations et de faire mieux connaître le Bureau, et publication de la série d'articles intitulée « *Ethics in Action* » sur iSeek pour sensibiliser le personnel aux situations susceptibles de compromettre la déontologie et l'intégrité

26 Groupes de discussion créés

Le nombre est plus élevé que prévu car le Bureau a visité plusieurs sites au cours d'un même voyage, et ainsi pu créer davantage de groupes de discussion.

Au lieu des études de cas personnalisées, qui n'ont pas été réalisées, deux guides ont été publiés pour répondre aux besoins propres aux missions : « *Leadership Dialogue* », qui présente des études de cas intéressant particulièrement le maintien de la paix, et une version actualisée du guide de déontologie, qui fournit au personnel de terrain des conseils pratiques en la matière.

1 Formation dispensée au Centre régional de services d'Entebbe, à laquelle ont participé des membres du personnel du Centre, de la MINUAD, la MINUL, la MONUSCO et la MINUSS

Oui Toutes les affiches et brochures peuvent être téléchargées sur le site Web du Bureau.

1 Manuel « *Leadership Dialogue* » élaboré; 1 nouvelle affiche a été produite, et le guide de déontologie a été mis à jour.

H. Bureau des affaires juridiques

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'une aide et d'un appui juridique sous forme d'avis, de conseils et de communications à toutes les missions de maintien de la paix, en fonction des besoins et de manière continue, concernant :	Oui	Voir produits ci-dessous
Les aspects réglementaires des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance et les conditions d'application des règles et directives de l'Organisation (70 produits)	83	Mémoires et textes et propositions juridiques y relatifs concernant les aspects réglementaires des opérations de maintien de la paix

Les accords institutionnels et opérationnels (par exemple accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement et mesures de lutte contre la piraterie), y compris la négociation, l'interprétation et l'application des décisions finales prises avec les gouvernements et les organisations internationales à propos de ces accords (200 produits)

La coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres tribunaux de nature internationale, à propos de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ou ayant trait à ces opérations, ainsi que la fourniture d'un appui pour la constitution de commissions Vérité et d'autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 produits)

Les enquêtes sur les allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme dans les missions de maintien de la paix (25 produits)

Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et opérations du même genre, la liquidation des biens et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (495 produits)

Les réclamations concernant le règlement des litiges contractuels et de contentieux immobiliers, et les réclamations pour dommages aux biens, invalidité et décès (25 produits)

425 Mémoires, projets d'instrument et autres communications écrites ou verbales concernant les arrangements institutionnels et opérationnels des opérations de maintien de la paix

La demande accrue de services juridiques par la MINUSTAH (notamment en raison de la crise due au choléra) et la MONUSCO, ainsi que la mise en place de nouvelles missions (FISNUA, MINUSS et MISNUS), avec la négociation et la conclusion de leurs accords respectifs sur le statut des forces et le statut de la mission, et la liquidation de la MINUT expliquent les produits plus nombreux.

140 Mémoires, pièces de correspondance et autres communications écrites ou verbales avec les tribunaux pénaux internationaux

Les nouveaux procès de Ratko Mladić et Goran Hadžić au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie expliquent les produits plus nombreux.

50 Mémoires et autres communications écrites ou verbales concernant des enquêtes sur des allégations de ce type

L'application de mesures de prévention de l'exploitation et des violences sexuelles, une interprétation plus large de la responsabilité pénale et des nouvelles mesures de vérification du respect des droits de l'homme expliquent les produits plus nombreux.

751 Projets de contrats, mémoires, avis relatifs aux négociations et autres communications pertinentes avec les bureaux de l'Organisation et les fournisseurs sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix

La forte demande de services juridiques concernant tous les divers aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix explique le nombre plus élevé que prévu des produits.

94 Analyse et gestion des dossiers de réclamation, y compris sous forme d'avis écrits et de correspondance

- Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règles et règlements financiers, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)
- Les arbitrages, les affaires contentieuses et les services consultatifs, avec représentation de l'Organisation devant les instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires et administratives (5 cas)
- La défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant des instances judiciaires, quasi judiciaires et administratives (50 cas)
- Les conseils sur les questions touchant le personnel, notamment l'interprétation et l'application du Règlement et du Statut du personnel, l'examen des textes administratifs, les questions relatives aux droits et obligations du personnel, les prestations et indemnités, et les questions qui relèvent du système d'administration de la justice (360 produits)
- La forte demande de services juridiques, y compris des avis concernant des commissions d'enquête et autres organes d'investigation (comme par exemple le Groupe indépendant d'experts sur l'épidémie de choléra en Haïti) expliquent les produits plus nombreux.
- 28 Mémoires et documents y relatifs, et avis sur des questions financières
- 1 Représentation et soutien juridiques devant des juridictions arbitrales, judiciaires ou administratives dans des affaires relatives aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation
- Le nombre de produits s'explique par le fait que de nouveaux arbitrages n'ont pas été nécessaires pour régler les réclamations concernant les opérations de maintien de la paix.
- 93 Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix devant des instances judiciaires, quasi judiciaires et administratives
- Le nombre de produits s'explique par des affaires autres que les affaires courantes, dont un cas inédit de règlement de réclamations d'une valeur élevée liées à la liquidation de la MINURCAT; la mise en œuvre de la responsabilité pénale dans plusieurs affaires médiatisées d'exploitation et de violences sexuelles à la MINUSTAH; et la fourniture d'avis concernant la coopération entre la MINUL et la Commission d'enquête indépendante mise en place par la Présidente du Libéria pour aider les autorités libériennes dans leurs investigations concernant les événements du 7 novembre 2011.
- 457 Mémoires et autres formes d'avis juridiques sur les questions relatives au personnel touchant aux opérations de maintien de la paix
- Le nombre inattendu de demandes d'avis sur toute une série de questions relatives au personnel (conduite et discipline, en particulier) et la coordination des affaires

La représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies (29 cas)	50	Coordination stratégique sur des affaires portées devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et analyses de ses décisions (25 cas) et représentation dans des affaires renvoyées au Tribunal d'appel des Nations Unies (25 cas)
Les aspects juridiques de la sécurité, y compris la promulgation et l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 cas)	42	Mémoires et analyses juridiques pertinentes

I. Département de l'information

1. Cadre de gestion axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration de la qualité des rapports présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, pour leur permettre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions concernant le maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production de 20 sujets par mois sur des questions touchant au maintien de la paix, et transmission de ces sujets par satellite à plus de 560 médias audiovisuels alimentés en images par l'agence Associated Press Television News et l'Union européenne de radiotélévision	25	Sujets par mois Les produits plus nombreux s'expliquent par la priorité absolue donnée à la production de sujets traitant de questions relatives au maintien de la paix.
Reformatage et mise en ligne, chaque mois, de 15 sujets prêts à la diffusion relatifs au maintien de la paix, mis à la disposition des médias audiovisuels sur le site Web UNifed du Département	37	Sujets reformatés et téléchargés sur le site Web UNifed
Production de 5 reportages par an pour la série « L'ONU en action » sur des questions relatives au maintien de la paix, destinés aux médias audiovisuels du monde entier	9	Reportages Les produits sont plus nombreux parce que le Département a reçu davantage de matériels audiovisuels des missions de maintien de la paix. De plus, le thème du maintien de la paix étant prioritaire, le Département réalise autant de produits que possible sur les questions y relatives.
Production de vidéos à caractère non médiatique à l'intention, par exemple, du Conseil de sécurité ou de pays qui pourraient fournir des contingents, selon que de besoin	5	Vidéos Produits réalisés comme suite à des demandes d'assistance particulières (sécurité routière, désarmement, respect de l'état de droit dans le maintien de la paix, etc.)

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Orientations, conseils et appui stratégiques à 12 opérations de maintien de la paix (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUK, MINUL, MINURSO, MINUS, MINUSTAH, MINUT, MONUSCO, ONUCI et UNFICYP), pour les aider à formuler et appliquer des stratégies d'information; visites à 3 opérations de maintien de la paix, pour apporter sur place un appui et des éléments d'orientation (FINUL, MINUT et MONUSCO) en matière de communication	13	Conseils et appui à 13 opérations de maintien de la paix (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINURSO, MINUL, MINUK, MINUSS, MINUSTAH, MINUT, MISNUS, MONUSCO, ONUCI et UNFICYP)
	1	Visite à la MINUL. La vacance de l'un des deux postes financés au moyen du compte d'appui à la Section de la paix et de la sécurité et la lourde charge de travail revenant à l'autre poste pour ce qui est de fournir un soutien et des orientations et d'apporter un appui sur place dans le domaine de la communication expliquent le nombre de produits inférieur aux prévisions. La visite à la MINUL a été décidée en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix et la mission, dans la perspective de la phase de transition envisagée pour cette dernière et compte tenu de la nécessité d'ajuster en conséquence la stratégie de communication de la mission.
Évaluation, avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, des candidats qui pourraient figurer sur la liste de spécialistes de l'information à même d'exercer dans les opérations de maintien de la paix	Oui	Le Département a conçu les épreuves écrites des examens destinés aux spécialistes de l'information qui souhaiteraient travailler dans les missions, et siéger aux jurys pour évaluer les candidats susceptibles d'être inscrits sur la liste de réserve.
Organisation d'un stage de formation spécialisée d'une semaine, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, à l'intention de 30 fonctionnaires des missions et du Siège chargés de l'information concernant le maintien de la paix	Oui	Organisation et animation d'un stage de formation spécialisée à l'intention de 35 agents des missions et du Siège
Mise à jour régulière et administration d'environ 1 780 pages (en anglais et en français) du site Web du Siège consacré au maintien de la paix – en procédant le cas échéant à des révisions substantielles – et d'environ 590 pages (en anglais et en français) concernant 11 missions (FINUL, FNUOD, MINUAD, MINUL, MINURSO, MINUS,	Oui	Mise à jour et administration, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix, d'environ 500 pages en langue anglaise sur le site Web du Siège consacré au maintien de la paix, dont quelque 150 pages des missions hébergées sur le site du Siège (FINUL, FISNUA, FNUOD, MINUAD,

MINUSTAH, MINUT, MONUSCO, ONUCI et UNFICYP) hébergées sur le site Web du Siège

Amélioration du site Web du Siège consacré au maintien de la paix, grâce à la mise en place progressive d'un système de gestion des contenus développé en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et le Bureau des technologies de l'information et des communications, conformément aux règles d'emploi des langues officielles à l'ONU et aux normes d'accessibilité

Assurer, pour le compte des missions et avec le Département de l'appui aux missions, la coordination du système de gestion des contenus mis en place à la Base de soutien logistique des Nations Unies, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites Web des missions et limiter autant que possible les coûts d'administration incombant à ces dernières

Mise à jour du manuel sur les politiques et orientations concernant l'information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Organisation de séances d'information sur les règles et les priorités du Siège et des missions en matière de communication à l'intention des nouveaux fonctionnaires chargés de l'information

Campagne d'information sur les activités des missions auprès d'au moins 50 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police grâce à des communiqués de presse, photos, affiches et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs

MINUK, MINUL, MINURSO, MINUSTAH, MINUSS, MISNUS, MINUT, MONUSCO, ONUCI et UNFICYP)

Les produits sont moins nombreux parce que le Département a progressivement réduit le nombre de pages, en supprimant celles qui étaient peu pertinentes ou peu consultées, en fusionnant et réécrivant le contenu de certaines, et en améliorant l'architecture du site et sa navigation.

Non Le projet de gestion des contenus a été reporté en attendant la mise en place intégrale à l'échelle du Secrétariat de la plateforme de gestion des contenus qui vient d'être approuvée et la reformulation des prescriptions.

Oui En collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, le Département de l'information a coordonné les activités de maintenance et de dépannage assurées dans les missions pour appuyer le système de gestion des contenus sur le Web.

Non La révision du manuel sur les politiques et les orientations a été reportée en raison de la vacance de l'un des deux postes de la Section de la paix et de la sécurité financés au moyen du compte d'appui et de l'augmentation correspondante de la charge de travail attachée à l'autre poste, y compris sur les questions relatives à la MISNUS. Le Département a conclu en outre que le manuel nécessiterait une révision plus importante que celle qui était prévue.

7 Nouveaux spécialistes de l'information ayant assisté à une séance d'information avant et durant le déploiement

Oui Des campagnes médiatiques ont été organisées à l'intention de 52 pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police.

publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix

J. Département de la sûreté et de la sécurité

1. Cadre de gestion axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
31 rapports sur la gestion de la sécurité des missions et des installations de communication et plateformes logistiques; examen de 34 évaluations de la sécurité des missions établies par les missions et par la Base de soutien logistique des Nations Unies, y compris le centre de communication secondaire actif de Valence (Espagne)	21	Rapports sur l'aide à la sécurité et rapports d'évaluation technique établis à l'intention des opérations et des installations de soutien logistique La réorganisation des priorités en raison des crises survenues en République arabe syrienne, au Darfour et en Côte d'Ivoire explique les produits inférieurs aux prévisions. Les contraintes de calendrier ont fait que les visites prévues à la MINUSTAH et à la base de soutien de Valence (Espagne) n'ont pas eu lieu. Les visites à la FINUL, à la FNUOD et à l'UNFICYP ont été annulées car l'officier traitant a été temporairement affecté à la MISNUS au cours de la crise. Les problèmes rencontrés dans l'obtention des visas ont empêché la visite prévue à la MINUAD.
Formation sur la gestion des dispositifs de sécurité, les principes applicables et les questions et menaces nouvelles; formation des équipes de coordination du dispositif de sécurité (110 personnes); atelier annuel à Brindisi, pour 13 missions et la Base de soutien logistique, ainsi que le centre de communication secondaire actif de Valence (Espagne) (20 agents de la sécurité de rang supérieur)	34	Rapports examinés sur l'évaluation des risques concernant la sécurité
Regroupement chaque jour de 261 contributions au rapport quotidien sur la sécurité établi à l'intention	75	Agents de gestion de la sécurité formés Les difficultés rencontrées par les membres des équipes de gestion de la sécurité pour assister à la formation en raison des contraintes opérationnelles de leur mission respective expliquent que les produits sont moins nombreux que prévu.
	1	Atelier annuel de formation à l'intention des responsables de la sécurité
	261	Contributions au rapport quotidien sur la sécurité

du personnel de maintien de la paix et des agents de liaison pour les questions de sécurité sur le terrain, et élaboration de 4 rapports trimestriels sur les conditions de sécurité dans 13 missions

Réunions d'information technique et exposés quotidiens sur les menaces et l'exécution des mandats à l'intention des responsables des missions et du personnel des organismes, fonds et programmes

6 évaluations stratégiques des menaces pour 6 opérations de maintien de la paix

Élaboration, coordination et suivi de l'application d'instructions techniques permanentes concernant la collecte, la compilation et l'analyse de renseignements sur la sécurité destinés à appuyer les cellules d'analyse conjointe, les centres des opérations d'information sur la sécurité et les groupes de coordination des renseignements sur la sécurité des missions de maintien de la paix

Élaboration de 8 modules de formation et de 25 cours sur l'analyse des menaces pour la sécurité à l'intention des cellules d'analyse conjointe des missions, des centres des opérations d'information sur la sécurité et des groupes de coordination des renseignements sur la sécurité, et mise au point des modalités d'application des pratiques de référence pour toutes les missions

Organisation de 2 cours sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité à l'intention de 40 analystes opérant dans les missions

Formation du personnel, des agents de la sécurité, des gardes et des formateurs des instructeurs aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, portant notamment sur l'emploi de la force, l'emploi de mesures tactiques létales ou moins létales, la sécurité incendie, l'usage de matériel adapté à la manipulation de matières dangereuses, et les mesures de prévention et les procédures d'évacuation; formation de base à la sécurité; formation au secourisme, à la réanimation cardiopulmonaire et à l'utilisation d'un

4 Rapports trimestriels sur les conditions de sécurité dans 14 missions de maintien de la paix, le Centre régional de services à Entebbe, la BSLB et la base de soutien à Valence

Oui Des réunions d'information sur la sécurité ont été organisées et des conseils et orientations fournis aux homologues du Siège et des missions et institutions présentes sur le terrain, dans le cadre de réunions, par téléphone et lors de visioconférences, ainsi que dans le cadre de la diffusion de rapports et d'alertes aux missions.

6 Évaluations stratégiques des menaces menées à bien pour la FNUOD, la MINUL, la MINURSO, la MINUSS, la MINUT et la BSLB

Oui Révision et publication officielle du manuel sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité, qui englobe tous les aspects du cycle d'information sur la sécurité formant la base de toutes les instructions techniques permanentes.

8 Modules sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité, reformulés et réécrits

27 Cours

Oui Des pratiques de référence ont été mises au point et diffusées aux missions participant aux cours sur les principes et techniques de l'analyse des renseignements sur la sécurité.

2 Stages

40 Analystes des renseignements sur la sécurité ayant reçu une formation

310 Agents de la sécurité et gardes

8 Opérations de maintien de la paix (FINUL, MINUK, MINUL, MINURSO, MINUT, ONUCI, UNSOA et BSLB)

Les produits sont inférieurs aux prévisions car : a) la formation prévue à la MINUAD et à la MINUSS n'a pas eu lieu du fait qu'il n'a guère été possible d'obtenir des visas pour les pays de la région; et b) celle prévue à la MINUSTAH et à la MONUSCO n'a pas eu lieu du fait que le

défiibrillateur automatisé externe et formation des superviseurs à l'encadrement (6 missions de maintien de la paix, environ 500 agents et gardes); formation à la sécurité du périmètre, y compris la sécurité physique, le contrôle des accès, les procédures de filtrage et les techniques de contre-surveillance (6 missions de maintien de la paix, environ 400 agents et gardes)

Évaluation, certification et recertification des compétences des instructeurs en matière d'emploi de tactiques létales et moins létales, à l'intention des formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et des formateurs des instructeurs dans les missions

Évaluation (6 rapports) des unités, des installations et du matériel de formation à la sécurité dans 6 missions de maintien de la paix, et fourniture d'une aide, pour assurer la qualité et la cohérence du travail des instructeurs, de la gestion et de la fourniture de modules de formation à la sécurité

Déploiement rapide de responsables du soutien antistress pour assurer des services de gestion du stress traumatique dans les missions de maintien de la paix, et services d'évaluation des besoins et d'appui concernant le bien-être psychologique dans 9 missions de maintien de la paix

Formation et certification en matière de prévention et de gestion du stress traumatique de 10 conseillers dans des opérations de maintien de la paix, organisation de 3 ateliers d'entraide à l'intention de 30 personnes dans 3 missions de maintien de la paix, et organisation de stages sur la gestion du stress à l'intention de 150 personnes dans 8 missions de maintien de la paix

personnel des missions ne pouvait pas y assister en raison de contraintes opérationnelles et de la difficulté de se rendre au quartier général de la mission à partir d'autres villes.

17 Formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et instructeurs de la FINUL et de la MINUK ayant fait l'objet d'une évaluation et d'une certification

5 Rapports d'évaluation sur 4 opérations de maintien de la paix (FINUL, MINUK, MINURSO, ONUCI) et la BSLB

Les produits moins nombreux que prévu s'expliquent par la difficulté à obtenir des visas pour le Soudan.

9 Missions de maintien de la paix [FINUL, MINUL, MINUSS, MINUSTAH (à deux reprises), MINUT et ONUCI (à deux reprises)]. Les deux visites à la MINUSTAH et à l'ONU CI sont dues aux crises en cours ainsi qu'à la restructuration de ces missions et aux tensions y afférentes.

La mission prévue à la MINUAD n'a pas eu lieu car il était difficile d'obtenir des visas.

17 Conseillers ayant reçu une formation et une certification

85 Agents formés par des pairs au cours de 3 ateliers (FINUL, MINUSTAH et MONUSCO)

263 Agents formés dans le cadre de sessions de gestion du stress organisées à la FINUL, à la MINUL, à la MINUSS, à la MINUSTAH, à la MINUT, à la MONUSCO et à l'ONU CI

La forte demande et les demandes spéciales des missions expliquent les produits plus nombreux que prévu.

K. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Cadre de gestion axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration de la qualité des rapports présentés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, le but étant de leur permettre de se prononcer en bonne connaissance de cause sur les questions relatives au maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services fonctionnels pour les réunions : fourniture de conseils techniques et d'un appui fonctionnel pour environ 114 réunions du Comité consultatif	137	Réunions La complexité des questions présentées au Comité consultatif pour examen explique le nombre supérieur aux prévisions.
Documentation à l'intention des organes délibérants : élaboration de 34 rapports environ	26	Rapports L'efficacité accrue de la production des rapports du Comité consultatif explique le nombre inférieur aux prévisions.
Calendrier des réunions : calendrier bien organisé et suffisamment souple pour permettre l'examen des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et la présentation ponctuelle de rapports	Oui	Les réunions ont eu lieu conformément à un calendrier suffisamment souple pour permettre l'examen de tous les rapports dont le Comité consultatif était saisi.